



Rapport Financier Semestriel 2017

Incluant :

- Rapport Semestriel d'Activité 2017
- Etats Financiers Consolidés résumés au 30 Juin 2017
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'Information Financière Semestrielle 2017
- Déclaration des Personnes Responsables du Rapport Financier Semestriel 2017

Compagnie de Saint-Gobain

Les Miroirs • 18, avenue d'Alsace • 92096 La Défense Cedex • France • Tél. +33 (0)1 47 62 30 00 • www.saint-gobain.com
S.A. au capital de € 2.239.496.660 • 542 039 532 R.C.S. Nanterre • Siret 542 039 532 000 40 • APE 7010 Z

SAINT-GOBAIN
Rapport semestriel d'Activité
Comptes consolidés au 30 Juin 2017

Chiffres clés

| <i>(en millions d'euros)</i> | S1 2016 | S1 2017 | Variation | Variation à données comp. |
|---|---------------|---------------|---------------|------------------------------|
| Chiffre d'affaires | 19 549 | 20 409 | +4,4% | +3,5% |
| Excédent Brut d'Exploitation (EBE) | 1 957 | 2 071 | +5,8% | |
| Résultat d'exploitation | 1 368 | 1 465 | +7,1% | +6,6% |
| Résultat Net courant¹ | 624 | 751 | +20,4% | |
| Autofinancement libre² | 823 | 983 | +19,4% | |

- Croissance interne de +3,5% avec des volumes en progression de +1,7%, malgré un impact négatif de la cyberattaque du 27 juin 2017 d'environ 220 M€, soit 1,1%, tout à fait en ligne avec la communication du 13 juillet 2017
- Augmentation des prix de +1,8%, compensant au niveau du Groupe la hausse des coûts des matières premières et de l'énergie
- Croissance réelle du chiffre d'affaires de +4,4% bénéficiant d'un effet périmètre de +0,8% et d'un effet de change de +0,1%
- Résultat d'exploitation en augmentation de +7,1% en réel et de +6,6% à structure et taux de change comparables, malgré un impact négatif de la cyberattaque estimé à 65 M€, soit 4,4% du résultat d'exploitation du semestre
- Progression du résultat net courant de +20,4% et de l'autofinancement libre de +19,4%
- 18 acquisitions au premier semestre 2017 en ligne avec les objectifs de la journée investisseurs
- Confirmation des objectifs pour l'année 2017

1. Résultat Net courant hors plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives

2. Autofinancement hors effet fiscal des plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives - investissements industriels

Performances opérationnelles

Le Groupe réalise au premier semestre un **chiffre d'affaires** de **20 409 millions d'euros** en hausse de +4,4% par rapport au premier semestre de 2016, avec un **effet de change** de +0,1%, notamment lié à la dépréciation de l'euro par rapport au réal brésilien et au dollar américain, compensée par le repli de la livre britannique. L'**effet périmètre** de +0,8% reflète essentiellement l'intégration d'acquisitions réalisées en Asie et pays émergents (Emix, Solcrom, Tumelero), dans de nouvelles niches technologiques et de services (H-Old, Isonat, France Pare-Brise) et le renforcement de nos positions fortes dans la Distribution Bâtiment (pays nordiques notamment).

A données comparables les ventes s'améliorent de **+3,5%** tirées à la fois par les **prix** (+1,8%), qui poursuivent leur hausse dans un contexte de coûts plus inflationniste, et par les **volumes** (+1,7%). Les volumes progressent dans l'ensemble des Pôles et zones géographiques, avec un effet jours ouvrés légèrement négatif sur le semestre (~+3% au T1 et ~-3,5% au T2).

Le résultat d'exploitation du Groupe progresse de +7,1% en réel et de +6,6% à données comparables. **La marge d'exploitation¹ du Groupe progresse à 7,2%** contre 7,0% au premier semestre 2016.

Le 27 juin 2017, Saint-Gobain a été affecté par une importante cyberattaque, qui a entraîné des indisponibilités de systèmes informatiques et des interruptions de la chaîne logistique. Les systèmes informatiques ont été rétablis rapidement avec un retour à la normale dans l'ensemble de nos activités opérationnelles le 10 juillet. Tous les efforts ont été déployés pour assurer la continuité de nos opérations et en particulier minimiser l'impact sur les clients. Cet évènement ne devrait pas avoir d'impact sur les relations commerciales à venir.

L'impact sur le premier semestre est estimé à -220 millions d'euros sur les ventes et à -65 millions d'euros sur le résultat d'exploitation. Sur l'ensemble de l'année, l'impact de la cyberattaque est évalué à moins de -250 millions d'euros sur les ventes et -80 millions d'euros sur le résultat d'exploitation, le mois de juillet ayant enregistré à la fois des pertes additionnelles dans certaines activités au cours des premiers jours du mois, des récupérations de chiffre d'affaires de juin, ainsi que des frais de redémarrage. Au global, les effets de la cyberattaque se répartissent pour un peu plus de la moitié sur la Distribution Bâtiment et pour le reste dans les Pôles industriels, tout particulièrement Produits pour la Construction ; géographiquement ce sont les pays d'Europe occidentale qui ont été les plus touchés, au premier rang desquels les pays nordiques, l'Allemagne et la France.

Par Pôle

Le chiffre d'affaires du **Pôle Matériaux Innovants** progresse de +4,1% à données comparables tiré par le Vitrage. La marge d'exploitation du Pôle poursuit sa nette amélioration à 12,3% contre 11,2% au premier semestre 2016.

- Les bonnes tendances se poursuivent dans le **Vitrage** qui enregistre une croissance interne de +5,6% sur le semestre. L'activité automobile maintient sa bonne dynamique tirée par l'Asie et les pays émergents ; en Europe, les ventes conservent un bon niveau. Les marchés de la construction bénéficient de la reprise des volumes en Europe occidentale et d'une augmentation des prix du *float* ; l'Asie et les pays émergents poursuivent leur croissance malgré un Brésil toujours en recul. La croissance interne, associée à un levier opérationnel optimisé et à un écart prix-coûts matières premières et énergie positif, permettent de poursuivre le rebond de la marge d'exploitation à 9,9% contre 8,8% au premier semestre 2016.
- Le chiffre d'affaires des **Matériaux Haute Performance (MHP)** progresse de +2,5% à données comparables sur le semestre, tiré par les volumes dans un contexte d'évolution contenue des coûts des matières premières et de l'énergie. Toutes les activités sont en croissance sur le semestre, avec notamment un fort deuxième trimestre dans les Céramiques. La marge d'exploitation bénéficie du levier opérationnel sur les volumes pour s'établir en hausse à 15,0% contre 14,0% au premier semestre 2016.

1. Marge d'exploitation = Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du **Pôle Produits pour la Construction (PPC)** progresse de +3,7% à données comparables sur le semestre. La marge d'exploitation du Pôle s'établit à 9,3% contre 9,4% au premier semestre 2016, affectée par l'impact de la cyberattaque et un décalage entre la hausse des prix et celle des coûts.

- **L'Aménagement Intérieur** réalise une croissance interne de +4,1% au premier semestre avec une progression en volumes et en prix dans un environnement de coûts des matières premières et de l'énergie très inflationniste. L'activité en Europe de l'Ouest ainsi qu'en Asie et pays émergents s'améliore à la fois en volumes et en prix, ces derniers poursuivant leur hausse au cours du deuxième trimestre. L'Amérique du Nord progresse également avec un effet prix en légère accélération par rapport au premier trimestre. La marge d'exploitation se rétracte un peu à 9,9% contre 10,2% au premier semestre 2016, affectée par l'impact de la cyberattaque et la hausse des coûts des matières premières et de l'énergie.
- **L'Aménagement Extérieur** progresse sur le semestre de +3,4% à données comparables. Les Produits d'extérieur enregistrent une croissance sur la période en volumes et en prix, avec un deuxième trimestre plus difficile comme attendu, sous l'effet combiné du fort stockage des distributeurs en Amérique du Nord en début d'année et de la base de comparaison élevée de l'an passé (effets climatiques favorables aux Etats-Unis). La Canalisation affiche une hausse de prix dans un contexte d'inflation des coûts des matières premières, mais les volumes restent affectés par l'absence de contrats significatifs à l'export. Les Mortiers affichent une bonne croissance interne dans l'ensemble, tirée notamment par l'Asie et les pays émergents malgré une situation encore difficile au Brésil. Au total, la marge d'exploitation s'inscrit à 8,4% contre 8,3% au premier semestre 2016 malgré l'impact de la cyberattaque.

Le chiffre d'affaires du **Pôle Distribution Bâtiment** progresse de +3,2% à données comparables. La France poursuit sa reprise tirée par la bonne dynamique de la construction neuve avec un effet prix positif. La cyberattaque a particulièrement affecté les pays nordiques, qui enregistrent malgré tout une bonne progression en Norvège et en Suède, ainsi que l'Allemagne qui se replie légèrement, et dans une moindre mesure la France. Le Royaume-Uni conserve son rythme de croissance tiré par l'effet prix. L'Espagne et les Pays-Bas maintiennent leur forte progression, alors que le Brésil continue d'être affecté par un environnement macroéconomique difficile. La marge d'exploitation s'inscrit à 2,7% contre 2,8% au premier semestre 2016, pénalisée par les perturbations logistiques engendrées par la cyberattaque.

Par grande zone géographique

Le premier semestre affiche une croissance interne positive et une légère amélioration de la marge dans toutes les zones avec un effet jours ouvrés légèrement négatif sur le semestre (~+3% au T1 et ~-3,5% au T2).

- L'activité en **France** confirme son amélioration sur le semestre et affiche une croissance interne de +2,2% bénéficiant d'un marché de la construction neuve dynamique. La rénovation donne de premiers signes de reprise en fin de semestre. Le recul de la Canalisation continue de peser en l'absence de contrats significatifs à l'export. La marge d'exploitation s'inscrit à 2,5% contre 2,4% au premier semestre 2016.
- Les **autres pays d'Europe occidentale** à +2,7% sur le semestre, voient leur croissance interne se poursuivre. Les pays nordiques continuent de bénéficier de bonnes conditions de marché, tout comme le Royaume-Uni malgré un manque de visibilité. L'Allemagne se replie légèrement. La marge d'exploitation de la zone s'inscrit à 6,0% contre 5,9% au premier semestre 2016.
- En **Amérique du Nord**, le chiffre d'affaires à données comparables progresse de +2,5% au premier semestre tiré par la construction ; l'industrie progresse légèrement dans l'ensemble, malgré des tendances contradictoires par marché. La marge d'exploitation progresse légèrement à 11,8% par rapport à 11,6% au premier semestre 2016.
- **L'Asie et les pays émergents** poursuivent leur bon niveau de croissance interne à +6,7% sur le semestre, tirée par toutes les zones géographiques, malgré la poursuite du ralentissement du Brésil. L'Asie progresse avec une forte dynamique en Chine et en Inde ; l'Europe de l'Est continue sur sa lancée soutenue par la Pologne et la République tchèque. La marge d'exploitation conserve un bon niveau à 10,7% du chiffre d'affaires, contre 10,6% au premier semestre 2016.

Analyse des comptes consolidés du premier semestre 2017

Les comptes consolidés non audités du premier semestre 2017 ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes et ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 27 juillet 2017.

| En millions d'euros | S1 2016 (A) | S1 2017 (B) | Variation % (B)/(A) |
|--|----------------|----------------|---------------------------|
| Chiffre d'affaires et produits accessoires | 19 549 | 20 409 | 4,4% |
| Résultat d'exploitation (RE) | 1 368 | 1 465 | 7,1% |
| Amortissements d'exploitation | 589 | 606 | 2,9% |
| EBE (RE + amortissements d'exploitation) | 1 957 | 2 071 | 5,8% |
| Pertes et profits hors exploitation | -180 | -166 | -7,8% |
| Plus et moins-values de cessions, dépréciations d'actifs, frais d'acquisition de sociétés et compléments de prix | -32 | 7 | -121,9% |
| Résultat opérationnel | 1 156 | 1 306 | 13,0% |
| Résultat financier | -287 | -231 | -19,5% |
| Impôts sur les résultats | -261 | -297 | 13,8% |
| Sociétés mises en équivalence | 2 | -1 | n.s. |
| Résultat net de l'ensemble consolidé | 610 | 777 | 27,4% |
| Part revenant aux intérêts minoritaires | 14 | 23 | 64,3% |
| Résultat net de l'ensemble consolidé part du Groupe | 596 | 754 | 26,5% |
| BNPA (Bénéfice Net Par Action)² (en €) | 1,08 | 1,36 | 25,9% |
| Résultat net courant¹ | 624 | 751 | 20,4% |
| BNPA (Bénéfice Net Par Action)² courant¹ (en €) | 1,13 | 1,35 | 19,5% |
| Autofinancement ³ | 1 260 | 1 407 | 11,7% |
| Autofinancement hors impôts / plus-values⁴ | 1 251 | 1 410 | 12,7% |
| Investissements industriels ⁵ | 428 | 427 | -0,2% |
| Autofinancement libre⁶ | 823 | 983 | 19,4% |
| Investissements en titres | 68 | 136 | 100,0% |
| Endettement net de l'ensemble consolidé | 6 624 | 6 816 | 2,9% |

1. Résultat net courant : résultat net (part du Groupe) Hors plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives

2. Calculé sur le nombre de titres en circulation au 30 juin (554 424 460 actions en 2017, contre 552 574 120 en 2016)

3. Autofinancement = Autofinancement hors provisions non récurrentes significatives

4. Autofinancement hors impôts / plus-values = (3) - effet fiscal des plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives

5. Investissements industriels : investissements corporels

6. Autofinancement libre = (4) - investissements industriels

Le chiffre d'affaires du Groupe progresse à données comparables de +3,5%, tiré à la fois par les prix (+1,8%), dans un contexte de coûts plus inflationniste, et par les volumes (+1,7%). En réel, le chiffre d'affaires s'inscrit en hausse de +4,4% avec un **effet de change** de +0,1%, résultant principalement de la dépréciation de l'euro par rapport au réal brésilien et au dollar américain, compensée par le repli de la livre britannique. L'**effet périmètre** de +0,8% reflète essentiellement l'intégration d'acquisitions réalisées en Asie et pays émergents (Emix, Solcrom, Tumelero), dans de nouvelles niches technologiques et de services (H-Old, Isonat, France Pare-Brise) et le renforcement de nos positions fortes dans la Distribution Bâtiment (pays nordiques notamment).

Le résultat d'exploitation progresse de +7,1% en réel et de +6,6% à données comparables. La marge d'exploitation s'améliore à 7,2% du chiffre d'affaires contre 7,0% au premier semestre 2016.

L'Excédent Brut d'Exploitation progresse de +5,8% à 2 071 millions d'euros (EBE = Résultat d'exploitation + amortissements d'exploitation) et la marge d'EBE à 10,1% du chiffre d'affaires contre 10,0% au premier semestre 2016.

Les pertes et profits hors exploitation s'inscrivent à -166 millions d'euros avec une baisse des charges de restructuration par rapport à la même période de 2016. La dotation de 45 millions d'euros au titre de la provision sur les litiges liés à l'amiante chez CertainTeed aux Etats-Unis reste inchangée par rapport aux derniers semestres.

Les plus et moins-values de cessions, les dépréciations d'actifs et les frais d'acquisitions de sociétés s'inscrivent, en net, à +7 millions d'euros contre -32 millions d'euros au premier semestre 2016. **Le résultat opérationnel** progresse ainsi de +13,0% à 1 306 millions d'euros.

Le résultat financier s'inscrit en nette amélioration de 19,5% à -231 millions d'euros contre -287 millions d'euros, principalement grâce à la baisse du coût de l'endettement financier brut à 2,7% au 30 juin 2017 contre 3,9% au 30 juin 2016.

Le taux d'impôt sur le résultat net courant s'établit à 27% contre 30% au premier semestre 2016, notamment grâce à la poursuite d'un effet mix géographique favorable.

Les impôts sur les résultats s'inscrivent à -297 millions d'euros (-261 millions d'euros au premier semestre 2016).

Le résultat net courant (hors plus et moins-values, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives) ressort à 751 millions d'euros, en nette progression de +20,4%.

Le résultat net part du Groupe progresse fortement de +26,5% à 754 millions d'euros.

Les investissements industriels restent stables à 427 millions d'euros et représentent 2,1% des ventes contre un premier semestre 2016 à 2,2%.

L'autofinancement s'établit à 1 407 millions d'euros, en amélioration de +11,7% ; avant impact fiscal des plus et moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives, il progresse de +12,7%, à 1 410 millions d'euros et **l'autofinancement libre** progresse fortement de +19,4% pour atteindre 983 millions d'euros (4,8% du chiffre d'affaires contre 4,2% au premier semestre 2016).

La différence entre l'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) et les investissements industriels s'améliore de +7,5% à 1 644 millions d'euros (1 529 millions d'euros au premier semestre 2016). Elle représente 8,1% du chiffre d'affaires (7,8% au premier semestre 2016).

Le BFRE (Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation) s'établit à 4 333 millions d'euros (4 244 millions d'euros à fin juin 2016), stable à 39 jours de chiffre d'affaires.

Les investissements en titres doublent à 136 millions d'euros (68 millions d'euros au premier semestre 2016) dans des acquisitions ciblées pour développer des niches innovantes et consolider des positions de leader, notamment Biolink en Allemagne (Matériaux Innovants), SimTek Fence aux Etats-Unis (PPC) et Tumelero au Brésil (Distribution Bâtiment).

L'endettement net s'inscrit en légère hausse de 6,6 à 6,8 milliards d'euros au 30 juin 2017, avec 174 millions d'euros de rachats d'actions sur le semestre. L'endettement net représente 36% des fonds propres (capitaux propres de l'ensemble consolidé), stable par rapport au 30 juin 2016. **Le ratio « endettement net sur EBE des 12 derniers mois glissants (EBITDA) »** reste également stable à 1,7 au 30 juin 2017.

Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2017 sont ceux décrits à la section 1 « Facteurs de risques » du Chapitre 7 du document de référence 2016 du 15 mars 2017 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.17-0171 (le « Document de Référence 2016 »).

Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces facteurs de risques au cours du premier semestre 2017.

Les évolutions relatives aux litiges au cours du premier semestre 2017 sont présentées dans la note 6.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2017.

Principales transactions entre parties liées

Les parties liées sont constituées principalement des sociétés mises en équivalence, des sociétés intégrées proportionnellement et de certaines filiales du groupe Wendel. Les transactions avec ces sociétés liées, conformément à la politique du Groupe, sont réalisées à des conditions courantes de marché dans le cadre normal de ses activités.

Saint-Gobain a procédé le 2 juin 2017 au rachat d'un million de ses propres actions (soit environ 0,2% du capital à la date de l'opération) pour un montant global de 50 millions d'euros dans le cadre d'un placement accéléré avec construction de livre d'ordres réalisé par Wendel. Ce rachat a été effectué au prix du placement, au titre du programme de rachat d'actions autorisé par les actionnaires de Saint-Gobain lors de l'Assemblée générale du 2 juin 2016. Les actions rachetées ont été intégralement affectées à l'objectif d'annulation.

A l'issue de cette opération, Wendel détient environ 2,5% du capital et 4,5% des droits de vote de la Compagnie de Saint-Gobain.

Il n'y a pas eu d'autre évolution significative de ces transactions au cours du premier semestre 2017.

Faits marquants

Cyberattaque du 27 juin 2017

Le Groupe Saint-Gobain a été victime comme de nombreuses autres sociétés d'une importante cyberattaque le 27 juin 2017. Aucune donnée personnelle n'a été divulguée à des tiers. Suite à cet événement, tous les efforts ont été déployés pour assurer la continuité de nos opérations et en particulier minimiser l'impact sur les clients. A ce jour, les activités du Groupe fonctionnent normalement.

Projet d'acquisition du contrôle de Sika

Saint-Gobain a poursuivi au cours du premier semestre 2017 son projet d'acquisition du contrôle de Sika, décrit à la section 1.2 du Chapitre 3 du Document de Référence 2016, avec une décision de la Cour suprême de Zoug en appel attendue d'ici la fin de l'année.

Conformément à l'accord entre Saint-Gobain et la famille Burkard portant sur la vente des actions de Schenker-Winkler Holding (SWH), laquelle détient la majorité des droits de vote de Sika, Saint-Gobain a exercé le 6 avril 2017 son option qui permet d'étendre la validité de l'accord au 31 décembre 2017. Après cette date, Saint-Gobain aura la possibilité de prolonger encore l'accord pendant une durée pouvant aller jusqu'au 31 décembre 2018.

Priorités d'actions et perspectives 2017

Le Groupe a poursuivi au cours du premier semestre la mise en œuvre de ses priorités stratégiques conformément aux orientations rappelées lors de la journée investisseurs du 17 mai 2017 :

- 170 millions d'euros d'économies de coûts par rapport au premier semestre 2016 ;
- 18 acquisitions au premier semestre et 6 en cours de finalisation au mois de juillet, dont Glava, Kirson et TekBond ;
- 3,5 millions de rachat d'actions, en ligne avec les objectifs à long terme.

Après un premier semestre en ligne avec les attentes, le Groupe devrait évoluer au second semestre dans un environnement économique toujours favorable :

- amélioration progressive des marchés de la construction en **France** ;
- tendances toujours positives dans les **autres pays d'Europe occidentale**, malgré une visibilité moindre au Royaume-Uni ;
- marché de la construction **nord-américain** bien orienté ;
- poursuite du bon niveau de croissance interne en **Asie et pays émergents**, malgré un Brésil toujours en difficulté.

Le Groupe confirme ses **priorités d'actions sur l'ensemble de l'année** :

- sa **priorité aux prix de vente** dans un contexte de reprise de l'inflation plus marquée ;
- son **programme d'économies de coûts** afin de dégager **plus de 270 millions d'euros** d'économies supplémentaires par rapport à la base des coûts de 2016 ;
- son **programme d'investissements industriels** (de l'ordre de 1 600 millions d'euros en 2017) avec une priorité aux investissements de croissance hors Europe occidentale et une focalisation particulière sur la productivité et la transformation digitale ;
- son **engagement en investissements R&D** pour soutenir sa stratégie de différenciation et de solutions à plus forte valeur ajoutée ;
- sa **priorité à la génération d'un autofinancement libre élevé**.

Saint-Gobain confirme avec confiance son objectif pour l'année 2017 d'une progression du résultat d'exploitation à structure et taux de change comparables.

Tous les indicateurs de ce communiqué (non définis en notes de bas de page) font l'objet d'une explication dans les notes aux états financiers du rapport financier semestriel, disponible en suivant le lien ci-contre : <https://www.saint-gobain.com/fr/finance/information-reglementee/rapport-financier-semestriel>

Le glossaire ci-dessous indique dans quelle note est défini chaque indicateur.

Glossaire :

| | |
|-------------------------------------|--------|
| Autofinancement | Note 3 |
| Endettement net | Note 7 |
| Excédent Brut d'Exploitation | Note 3 |
| Pertes et profits hors exploitation | Note 3 |
| Résultat d'exploitation | Note 3 |
| Résultat financier | Note 7 |
| Résultat net courant | Note 3 |
| Résultat opérationnel | Note 3 |

Avertissement important - déclarations prospectives :

Ce communiqué contient des déclarations prospectives relatives à la situation financière, aux résultats, aux métiers, à la stratégie et aux perspectives de Saint-Gobain. Ces déclarations prospectives peuvent être généralement identifiées par l'utilisation des termes « s'attendre à », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer » ou « planifier », ainsi que par d'autres termes similaires. Bien que Saint-Gobain estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à sa performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques, connus ou inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Saint-Gobain, et notamment les risques décrits dans la section « Facteurs de Risques » du Document de Référence de Saint-Gobain disponible sur son site Internet (www.saint-gobain.com). En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Ce document contient des informations prospectives qui ne peuvent s'apprécier qu'au jour de sa diffusion. Saint-Gobain ne prend aucun engagement de compléter, mettre à jour ou modifier ces déclarations prospectives en raison d'une information nouvelle, d'un événement futur ou de toute autre raison.

Ce communiqué ne constitue ni une offre d'achat ou d'échange, ni une sollicitation d'une offre de vente ou d'échange d'actions ou autres titres de Saint-Gobain.

Pour toute information complémentaire, se reporter au site internet www.saint-gobain.com

**ETATS FINANCIERS
CONSOLIDES
RESUMES**

30 juin 2017



SOMMAIRE DETAILLE

| | |
|---|----|
| COMPTES CONSOLIDES RESUMES 30 JUIN 2017 | 3 |
| BILAN CONSOLIDE | 3 |
| COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE | 4 |
| ETAT DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISES | 5 |
| TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE | 6 |
| TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES | 7 |
| NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES | 8 |
| NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES | 8 |
| 1.1. Référentiel appliqué..... | 8 |
| 1.2. Estimations et hypothèses..... | 8 |
| NOTE 2 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION | 9 |
| 2.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation..... | 9 |
| 2.2. Evolutions du périmètre de consolidation..... | 9 |
| 2.3. Evolutions du nombre de sociétés consolidées..... | 9 |
| 2.4. Engagements hors bilan donnés liés au périmètre du Groupe..... | 9 |
| NOTE 3 – ELEMENTS COURANTS DE L’ACTIVITE OPERATIONNELLE | 10 |
| 3.1. Eléments du compte de résultat..... | 10 |
| 3.2. Informations sectorielles..... | 11 |
| 3.3. Informations par zone géographique..... | 13 |
| 3.4. Indicateurs de performance..... | 13 |
| 3.5. Besoin en fonds de roulement..... | 15 |
| 3.6. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles..... | 16 |
| NOTE 4 – CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL | 17 |
| 4.1. Provisions pour retraites et avantages au personnel..... | 17 |
| 4.2. Paiements en actions..... | 19 |
| NOTE 5 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES | 20 |
| 5.1. Ecarts d’acquisition..... | 20 |
| 5.2. Autres immobilisations incorporelles..... | 20 |
| 5.3. Immobilisations corporelles..... | 21 |
| 5.4. Contrats de location-financement et locations simples..... | 21 |
| 5.5. Suivi de la valeur..... | 21 |
| NOTE 6 – AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS, PASSIFS EVENTUELS ET LITIGES | 22 |
| 6.1. Provisions pour autres passifs..... | 22 |
| 6.2. Passifs éventuels et litiges..... | 22 |
| NOTE 7 – FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS | 26 |
| 7.1. Résultat financier..... | 26 |
| 7.2. Endettement net..... | 26 |
| 7.3. Instruments financiers..... | 29 |
| 7.4. Actifs et passifs financiers..... | 30 |
| NOTE 8 – CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION | 31 |
| 8.1. Capitaux propres..... | 31 |
| 8.2. Résultat par action..... | 31 |
| NOTE 9 – IMPOTS | 32 |
| 9.1. Impôts sur les résultats..... | 32 |

| | |
|--|-----------|
| 9.2. Impôts différés | 32 |
| NOTE 10 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE | 32 |

COMPTES CONSOLIDES RESUMES 30 JUIN 2017**BILAN CONSOLIDE**

| <i>(en millions d'euros)</i> | Notes | 30 juin 2017 | 31 déc 2016 |
|---|-------|---------------------|--------------------|
| ACTIF | | | |
| Ecarts d'acquisition | (5) | 10 439 | 10 669 |
| Autres immobilisations incorporelles | (5) | 2 626 | 2 662 |
| Immobilisations corporelles | (5) | 11 310 | 11 654 |
| Titres mis en équivalence | | 375 | 376 |
| Impôts différés actifs | (9) | 1 073 | 1 188 |
| Autres actifs non courants | | 744 | 710 |
| Total de l'actif non courant | | 26 567 | 27 259 |
| Stocks | (3) | 6 188 | 5 875 |
| Créances clients | (3) | 5 822 | 4 935 |
| Créances d'impôts courants | | 238 | 445 |
| Autres créances | (3) | 1 584 | 1 515 |
| Disponibilités et équivalents de trésorerie | (7) | 2 835 | 3 738 |
| Total de l'actif courant | | 16 667 | 16 508 |
| Total de l'actif | | 43 234 | 43 767 |
| PASSIF | | | |
| Capital | (8) | 2 239 | 2 221 |
| Primes et réserve légale | | 6 240 | 6 090 |
| Réserves et résultat consolidés | | 11 417 | 11 077 |
| Ecarts de conversion | | (1 334) | (742) |
| Réserves de juste valeur | | 152 | 191 |
| Actions propres | (8) | (250) | (72) |
| Capitaux propres du Groupe | | 18 464 | 18 765 |
| Intérêts minoritaires | | 360 | 375 |
| Capitaux propres de l'ensemble consolidé | | 18 824 | 19 140 |
| Dettes financières | (7) | 8 376 | 6 959 |
| Provisions pour retraites et avantages au personnel | (4) | 3 255 | 3 615 |
| Impôts différés passifs | (9) | 376 | 363 |
| Autres provisions et passifs non courants | (6) | 1 157 | 1 242 |
| Total des dettes non courantes | | 13 164 | 12 179 |
| Partie court terme des dettes financières | (7) | 386 | 1 835 |
| Partie court terme des autres provisions et passifs | (6) | 419 | 436 |
| Dettes fournisseurs | (3) | 5 819 | 5 805 |
| Dettes d'impôts courants | | 202 | 148 |
| Autres dettes | (3) | 3 531 | 3 636 |
| Emprunts à moins d'un an et banques créditrices | (7) | 889 | 588 |
| Total des dettes courantes | | 11 246 | 12 448 |
| Total du passif | | 43 234 | 43 767 |

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

| <i>(en millions d'euros)</i> | Notes | 1 ^{er} semestre 2017 | 1 ^{er} semestre 2016 |
|---|-------|----------------------------------|----------------------------------|
| Chiffre d'affaires et produits accessoires | (3) | 20 409 | 19 549 |
| Coût des produits vendus | (3) | (15 123) | (14 498) |
| Frais généraux et de recherche | (3) | (3 839) | (3 697) |
| Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence opérationnelles | | 18 | 14 |
| Résultat d'exploitation | | 1 465 | 1 368 |
| Autres produits opérationnels | (3) | 32 | 15 |
| Autres charges opérationnelles | (3) | (191) | (227) |
| Résultat opérationnel | | 1 306 | 1 156 |
| Coût de l'endettement financier brut | | (154) | (197) |
| Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | | 11 | 10 |
| Coût de l'endettement financier net | | (143) | (187) |
| Autres produits et charges financiers | | (88) | (100) |
| Résultat financier | (7) | (231) | (287) |
| Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence non opérationnelles | | (1) | 2 |
| Impôts sur les résultats | (9) | (297) | (261) |
| Résultat net de l'ensemble consolidé | | 777 | 610 |
| Résultat net part du Groupe | | 754 | 596 |
| Part revenant aux intérêts minoritaires | | 23 | 14 |
| Résultat par action (en euros) | Notes | 1 ^{er} semestre 2017 | 1 ^{er} semestre 2016 |
| Nombre moyen pondéré de titres en circulation | | 553 852 126 | 556 459 337 |
| Résultat net, part du Groupe par action | (8) | 1,36 | 1,07 |
| Nombre moyen pondéré et dilué de titres | | 556 969 463 | 558 802 960 |
| Résultat net dilué, part du Groupe par action | (8) | 1,35 | 1,07 |

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISES

| <i>(en millions d'euros)</i> | 1^{er} semestre 2017 | 1^{er} semestre 2016 |
|---|---|---|
| Résultat net de l'ensemble consolidé | 777 | 610 |
| Eléments recyclables en résultat | | |
| Ecart de conversion | (613) | (377) |
| Variation de juste valeur | (39) | (34) |
| Impôts sur les éléments recyclables en résultat | 15 | 12 |
| Eléments non recyclables en résultat | | |
| Variation des écarts actuariels | 326 | (277) |
| Impôts sur les éléments non recyclables en résultat | (92) | 140 |
| Total produits et charges reconnus directement en capitaux propres | (403) | (536) |
| Total des produits et charges de la période | 374 | 74 |
| Part du Groupe | 372 | 52 |
| Part des intérêts minoritaires | 2 | 22 |

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

| <i>(en millions d'euros)</i> | Notes | 1 ^{er} semestre 2017 | 1 ^{er} semestre 2016 |
|--|-----------|----------------------------------|----------------------------------|
| Résultat net part du Groupe | | 754 | 596 |
| Part des intérêts minoritaires dans le résultat net | (a) | 23 | 14 |
| Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, nette des dividendes reçus | | (3) | (8) |
| Dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs | (3) | 639 | 608 |
| Résultat des réalisations d'actifs | (3) | (7) | 9 |
| Résultats latents liés aux variations de juste valeur et aux paiements en actions | (3) | 3 | 34 |
| Variation des stocks | (3) | (437) | (300) |
| Variation des créances clients, des dettes fournisseurs et des autres créances et dettes | (3) | (937) | (1 081) |
| Variation des créances et dettes d'impôt | (9) | 255 | 55 |
| Variation des provisions pour autres passifs et des impôts différés | (4)(6)(9) | 56 | (29) |
| Trésorerie provenant de l'activité | | 346 | (102) |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles [1 ^{er} semestre 2017 : (427), 1 ^{er} semestre 2016 : (428)] et incorporelles | (5) | (479) | (480) |
| Augmentation (diminution) des dettes sur immobilisations | (3) | (149) | (111) |
| Acquisitions de titres de sociétés consolidées [1 ^{er} semestre 2017 : (52), 1 ^{er} semestre 2016 : (56)], nettes de la trésorerie acquise | | (39) | (53) |
| Acquisitions d'autres titres de participation | | (84) | (12) |
| Augmentation des dettes sur investissements | (6) | (38) | 2 |
| Diminution des dettes sur investissements | (6) | 4 | (2) |
| Investissements | | (785) | (656) |
| Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles | (5) | 60 | 31 |
| Cessions de titres de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie cédée | | 28 | 44 |
| Cessions d'autres titres de participation | | 0 | 1 |
| Désinvestissements | | 88 | 76 |
| Augmentation des prêts, dépôts et prêts court terme | | (89) | (72) |
| Diminution des prêts, dépôts et prêts court terme | | 38 | 36 |
| Variations des prêts, dépôts et prêts court terme | | (51) | (36) |
| Trésorerie nette dégagée par (ou utilisée par) des opérations d'investissement et désinvestissement | | (748) | (616) |
| Augmentation de capital | (a) | 168 | 137 |
| (Augmentation) diminution des actions propres | (a) | (178) | (416) |
| Dividendes mis en distribution | (a) | (694) | (681) |
| Transactions avec les actionnaires de la société mère | | (704) | (960) |
| Dividendes versés aux minoritaires par les sociétés intégrées et variation des dividendes à payer | | (22) | (27) |
| Transactions avec les minoritaires | | (22) | (27) |
| Augmentation (diminution) des banques créditrices et autres emprunts à court terme | | 283 | 76 |
| Augmentation des dettes financières | (b) | 1 560 | 81 |
| Diminution des dettes financières | (b) | (1 578) | (915) |
| Variations de la dette brute | | 265 | (758) |
| Trésorerie nette dégagée par (ou utilisée par) des opérations de financement | | (461) | (1 745) |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie | | (863) | (2 463) |
| Incidence des variations monétaires sur la trésorerie | | (37) | (17) |
| Incidence des variations de juste valeur sur la trésorerie | | (3) | 0 |
| Disponibilités et équivalents de trésorerie en début de période | | 3 738 | 5 380 |
| Disponibilités et équivalents de trésorerie en fin de période | | 2 835 | 2 900 |

(a) Se référer au tableau de variation des capitaux propres consolidés

(b) Y compris primes, prépaiements d'intérêts et frais liés aux émissions obligataires

Le montant des impôts décaissés s'élève à 26 millions d'euros au 1^{er} semestre 2017 (256 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016) et les intérêts financiers décaissés nets des encaissements à 171 millions d'euros au 1^{er} semestre 2017 (162 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

| (en nombre d'actions) | | (en millions d'euros) | | | | | | | | | |
|-----------------------|----------------|--|--------------------------|--------------------------------|----------------------|--------------------------|-----------------|----------------------------|-----------------------|--|--|
| Composant le capital | En circulation | Capital | Primes et réserve légale | Réserves et résultat consolidé | Ecarts de conversion | Réserves de juste valeur | Actions propres | Capitaux propres du Groupe | Intérêts minoritaires | Capitaux propres de l'ensemble consolidé | |
| 560 943 439 | 558 607 521 | Capitaux propres au 1^{er} janvier 2016 | | | | | | | | | |
| | | 2 244 | 6 341 | 10 805 | (528) | 181 | (87) | 18 956 | 364 | 19 320 | |
| | | 0 | 0 | (125) | (385) | (34) | 0 | (544) | 8 | (536) | |
| | | | | 596 | | | | 596 | 14 | 610 | |
| | | 0 | 0 | 471 | (385) | (34) | 0 | 52 | 22 | 74 | |
| | | Augmentation de capital | | | | | | | | | |
| 4 653 810 | 4 653 810 | 18 | 118 | | | | | 136 | | 136 | |
| 233 819 | 233 819 | 1 | | | | | | 1 | | 1 | |
| | | | | (681) | | | | (681) | (29) | (710) | |
| | (11 658 122) | | | | | | (444) | (444) | | (444) | |
| | 737 092 | | | (3) | | | 31 | 28 | | 28 | |
| (10 984 088) | | (44) | (378) | | | | 422 | 0 | | 0 | |
| | | | | 5 | | | | 5 | | 5 | |
| | | | | (6) | | | | (6) | 3 | (3) | |
| 554 846 980 | 552 574 120 | Capitaux propres au 30 juin 2016 | | | | | | | | | |
| | | 2 219 | 6 081 | 10 591 | (913) | 147 | (78) | 18 047 | 360 | 18 407 | |
| | | 0 | 0 | (216) | 171 | 44 | 0 | (1) | (12) | (13) | |
| | | | | 715 | | | | 715 | 27 | 742 | |
| | | 0 | 0 | 499 | 171 | 44 | 0 | 714 | 15 | 729 | |
| | | Augmentation de capital | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | 0 | | 0 | |
| 433 378 | 433 378 | 2 | 10 | | | | | 12 | | 12 | |
| | | | | | | | | 0 | 2 | 2 | |
| | | | | 1 | | | | 1 | (2) | (1) | |
| | (588 034) | | | | | | | | | | |
| | 968 939 | | | (7) | | | (24) | (24) | | (24) | |
| | | | | | | | 29 | 22 | | 22 | |
| | | | (1) | | | | 1 | 0 | | 0 | |
| | | | | 6 | | | | 6 | | 6 | |
| | | | | (13) | | | | (13) | | (13) | |
| 555 280 358 | 553 388 403 | Capitaux propres au 31 décembre 2016 | | | | | | | | | |
| | | 2 221 | 6 090 | 11 077 | (742) | 191 | (72) | 18 765 | 375 | 19 140 | |
| | | 0 | 0 | 249 | (592) | (39) | 0 | (382) | (21) | (403) | |
| | | | | 754 | | | | 754 | 23 | 777 | |
| | | 0 | 0 | 1 003 | (592) | (39) | 0 | 372 | 2 | 374 | |
| | | Augmentation de capital | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | 168 | | 168 | |
| 4 593 807 | 4 593 807 | 18 | 150 | | | | | (694) | (21) | (715) | |
| | | | | (694) | | | | | | | |
| | (4 157 048) | | | | | | (202) | (202) | | (202) | |
| | 599 298 | | | | | | 24 | 24 | | 24 | |
| | | | | 8 | | | | 8 | | 8 | |
| | | | | 23 | | | | 23 | 4 | 27 | |
| 559 874 165 | 554 424 460 | Capitaux propres au 30 juin 2017 | | | | | | | | | |
| | | 2 239 | 6 240 | 11 417 | (1 334) | 152 | (250) | 18 464 | 360 | 18 824 | |

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable de la Compagnie de Saint-Gobain et de ses filiales (l'ensemble constituant « Le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont exprimés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces états financiers ont été arrêtés le 27 juillet 2017 par le Conseil d'administration.

NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe Saint-Gobain ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces états financiers résumés ne comprennent pas l'ensemble des informations demandées pour les états financiers annuels et doivent être lus en relation avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des éléments évalués à la juste valeur décrits dans cette annexe.

1.1. Référentiel appliqué

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (« Normes IFRS ») et interprétations telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2017. Par ailleurs, ces états financiers ont été préparés conformément aux normes IFRS émises par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) à l'exception de la modification de la norme IAS 12 « Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes ». Les normes adoptées par l'Union Européenne sont consultables sur le site internet de la Commission Européenne : http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm

1.1.1. Normes, interprétations et amendements à des normes existantes d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017

Aucune nouvelle norme, interprétation ou amendement applicables de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 n'a été adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2017.

1.1.2. Normes, interprétations et amendements à des normes existantes applicables par anticipation aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 ou postérieurement n'ont pas été adoptés par anticipation par le Groupe au 30 juin 2017.

- IFRS 9 « Instruments financiers » : une première phase du projet a porté en 2016 sur l'analyse des aspects relatifs aux instruments financiers (hors créances clients). Le volet concernant le sujet des créances clients est en cours ;
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients » : l'analyse d'impact de cette norme a été menée et aboutit comme attendu à une absence d'impact significatif au niveau du groupe Saint-Gobain.

1.2. Estimations et hypothèses

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les produits et les charges du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans le contexte actuel de l'environnement économique et financier qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les estimations et hypothèses principales décrites dans cette annexe concernent l'évaluation des engagements de retraites et les paiements en actions (note 4 « Charges et avantages au personnel »), les tests de valeur des actifs (note 5 « Immobilisations incorporelles et corporelles »), les provisions pour autres passifs (note 6 « Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges »), la valorisation des instruments financiers (note 7 « Financement et instruments financiers ») et les impôts (note 9 « Impôts »).

Les méthodes d'évaluation appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2016. Les méthodes d'évaluation spécifiques appliquées concernent l'impôt sur le résultat et les avantages au personnel.

Comme décrit dans le rapport semestriel, le Groupe a fait l'objet d'une cyberattaque le 27 juin 2017. En conséquence, certains éléments du compte de résultat et du bilan ont été estimés sur la base des données réelles jusqu'au 26 juin. Les estimations effectuées portent sur des filiales peu contributrices aux états financiers consolidés.

NOTE 2 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les comptes de la Compagnie de Saint-Gobain et de toutes ses filiales contrôlées, des sociétés contrôlées conjointement et des sociétés sous influence notable.

2.2. Evolutions du périmètre de consolidation

Les évolutions significatives du périmètre de consolidation du Groupe pour le premier semestre 2017 et pour l'année 2016 sont présentées ci-dessous.

2.2.1. Opérations réalisées au cours du premier semestre 2017

Au cours du premier semestre 2017, le Groupe n'a procédé à aucune acquisition avec prise de contrôle ni cession significative.

2.2.2. Opérations réalisées sur 2016

Saint-Gobain avait poursuivi en 2016 une gestion active du périmètre de ses activités, s'inscrivant pleinement dans la stratégie du Groupe. Diverses opérations avaient été réalisées afin de renforcer le profil du Groupe dans les métiers à haute valeur ajoutée et sur les marchés porteurs.

De plus, Saint-Gobain a poursuivi au cours du premier semestre 2017 son projet d'acquisition du contrôle de Sika, décrit à la section 1.2 du Chapitre 3 du Document de Référence 2016.

2.3. Evolutions du nombre de sociétés consolidées

Au 31 décembre 2016, le nombre de sociétés consolidées étaient de 839 dont 95 consolidées selon la méthode de la mise en équivalence et partenariats. Au 30 juin 2017, la variation du nombre de sociétés consolidées n'est pas significative.

2.4. Engagements hors bilan donnés liés au périmètre du Groupe

Au 30 juin 2017, les engagements d'achats irrévocables comprennent l'engagement sur les titres de participation du Groupe Sika pour un montant de 2 421 millions d'euros.

NOTE 3 – ELEMENTS COURANTS DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE**3.1. Eléments du compte de résultat****3.1.1. Autres produits et charges opérationnels**

Les autres produits et charges opérationnels sont détaillés ci-dessous :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 1^{er} semestre 2017 | 1^{er} semestre 2016 |
|---|---|---|
| Charges de restructuration ^(a) | (57) | (86) |
| Provisions et charges sur litiges ^(b) | (44) | (56) |
| Autres ^(c) | (65) | (38) |
| Pertes et profits hors exploitation | (166) | (180) |
| Dépréciations d'actifs et autres ^(d) | 0 | (23) |
| Autres charges opérationnelles ^(e) | (25) | (24) |
| Autres charges opérationnelles et dépréciations d'actifs | (25) | (47) |
| Plus-values de cession des immobilisations corporelles et incorporelles | 32 | 15 |
| Plus et moins-values de cessions, dépréciations d'actifs, frais d'acquisition de sociétés et compléments de prix | 7 | (32) |
| Autres produits et charges opérationnels | (159) | (212) |

^(a) Au premier semestre 2017, les charges de restructuration sont composées notamment de 29 millions d'euros d'indemnités de départ (46 millions d'euros au premier semestre 2016) ;

^(b) En 2017 comme en 2016, les dotations et reprises de provisions et charges sur litiges détaillées et commentées en note 6 « Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges », comprennent essentiellement la charge relative aux litiges amiante ;

^(c) En 2017 comme en 2016, le poste « Autres » détaillé et commenté en note 6 « Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges », comprend notamment la charge relative aux litiges environnementaux ;

^(d) Le poste « Dépréciations d'actifs et autres » comporte les dépréciations sur les immobilisations incorporelles et corporelles et sur les actifs financiers ou les actifs courants pour un montant de 30 millions d'euros au premier semestre 2017 (19 millions d'euros au premier semestre 2016), des frais d'acquisition et des ajustements de prix d'acquisition encourus lors des regroupements d'entreprises pour un produit net de 30 millions d'euros au premier semestre 2017 (une charge nette de 4 millions d'euros au premier semestre 2016) ;

^(e) En 2017 comme en 2016, les autres charges opérationnelles comprennent essentiellement des moins-values de cession et des mises au rebut d'immobilisations.

3.1.2. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel par nature est détaillé ci-dessous :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 1^{er} semestre 2017 | 1^{er} semestre 2016 |
|---|---|---|
| Chiffre d'affaires et produits accessoires | 20 409 | 19 549 |
| Charges de personnel : | | |
| Salaires et charges sociales | (4 153) | (3 980) |
| Rémunérations en actions ^(a) | (20) | (15) |
| Retraites et avantages au personnel ^(a) | (106) | (106) |
| Dotations aux amortissements | (606) | (589) |
| Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence opérationnelles | 18 | 14 |
| Autres ^(b) | (14 077) | (13 505) |
| Résultat d'exploitation | 1 465 | 1 368 |
| Autres produits opérationnels | 32 | 15 |
| Autres charges opérationnelles | (191) | (227) |
| Autres produits et charges opérationnels | (159) | (212) |
| Résultat opérationnel | 1 306 | 1 156 |

^(a) Les rémunérations en actions (charges IFRS 2) et le détail de l'évolution de la charge de retraites sont détaillées en note 4 « Charges et avantages au personnel » ;

^(b) Le poste « Autres » du résultat d'exploitation correspond aux coûts des marchandises vendues, rabais fournisseurs et frais de distribution du Pôle Distribution Bâtiment ainsi qu'aux frais de transport, coûts des matières premières et autres coûts de production dans les autres Pôles. Il comprend également les frais de recherche et développement comptabilisés en charges d'exploitation qui s'élèvent à 234 millions d'euros au premier semestre 2017 (218 millions d'euros au premier semestre 2016).

3.2. Informations sectorielles

Par Pôle et Activité, l'information sectorielle est présentée de la façon suivante :

- Pôle Matériaux Innovants (MI)
 - Activité Vitrage
 - Activité Matériaux Haute Performance (MHP)
- Pôle Produits Pour la Construction (PPC)
 - Aménagement Intérieur : activités Isolation et Gypse
 - Aménagement Extérieur : activités Mortiers, Canalisation et Produits d'extérieur
- Pôle Distribution Bâtiment

La Direction utilise en interne plusieurs types d'indicateurs pour mesurer la performance des activités et l'affectation des ressources. Ces indicateurs sont issus des informations utilisées pour la préparation des comptes consolidés et sont conformes aux exigences des normes. Les ventes internes sont généralement effectuées aux mêmes conditions que les ventes aux tiers et sont éliminées en consolidation. La colonne « Autres » inclut les holdings et certaines fonctions support transversales du Groupe (fiscalité, trésorerie, achats...).

Les données sectorielles des premiers semestres 2017 et 2016 par Pôle et Activité sont les suivantes :

Premier semestre 2017

| (en millions d'euros) | MATERIAUX INNOVANTS | | | | PRODUITS POUR LA CONSTRUCTION | | | | DISTRIBU-TION BATIMENT | Autres* | Total |
|--|---------------------|-----------------------------|--------------|-------|-------------------------------|-----------------------|--------------|-------|------------------------|---------|--------|
| | Vitrage | Matériaux Haute Performance | Eliminations | Total | Aménagement Intérieur | Aménagement Extérieur | Eliminations | Total | | | |
| Ventes externes | 2 843 | 2 314 | | 5 157 | 3 096 | 2 804 | | 5 900 | 9 342 | 10 | 20 409 |
| Ventes internes | 22 | 73 | (10) | 85 | 321 | 154 | (46) | 429 | 2 | (516) | 0 |
| Chiffre d'affaires et produits accessoires | 2 865 | 2 387 | (10) | 5 242 | 3 417 | 2 958 | (46) | 6 329 | 9 344 | (506) | 20 409 |
| Résultat d'exploitation | 284 | 359 | | 643 | 337 | 249 | | 586 | 248 | (12) | 1 465 |
| Résultat opérationnel | 272 | 308 | | 580 | 321 | 236 | | 557 | 236 | (67) | 1 306 |
| Résultat des sociétés mises en équivalence | 14 | 1 | | 15 | 2 | 1 | | 3 | 0 | (1) | 17 |
| Amortissements | 142 | 84 | | 226 | 151 | 81 | | 232 | 130 | 18 | 606 |
| Dépréciations d'actifs | 33 | 0 | | 33 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | 33 |
| Excédent brut d'exploitation | 426 | 443 | | 869 | 488 | 330 | | 818 | 378 | 6 | 2 071 |
| Investissements industriels | 102 | 59 | | 161 | 99 | 58 | | 157 | 92 | 17 | 427 |
| Autofinancement | | | | 592 | | | | 506 | 243 | 66 | 1 407 |

* La colonne "Autres" correspond à l'élimination des opérations intra-Groupe pour le chiffre d'affaires interne et à l'Activité Holding pour les autres rubriques.

Premier semestre 2016

| (en millions d'euros) | MATERIAUX INNOVANTS | | | | PRODUITS POUR LA CONSTRUCTION | | | | DISTRIBU-TION BATIMENT | Autres* | Total |
|--|---------------------|-----------------------------|-------------------|-------|-------------------------------|-----------------------|-------------------|-------|------------------------|---------|--------|
| | Vitrage | Matériaux Haute Performance | Eliminations Pôle | Total | Aménagement Intérieur | Aménagement Extérieur | Eliminations Pôle | Total | | | |
| Ventes externes | 2 642 | 2 203 | | 4 845 | 2 987 | 2 605 | | 5 592 | 9 102 | 10 | 19 549 |
| Ventes internes | 14 | 61 | (8) | 67 | 310 | 148 | (42) | 416 | 2 | (485) | 0 |
| Chiffre d'affaires et produits accessoires | 2 656 | 2 264 | (8) | 4 912 | 3 297 | 2 753 | (42) | 6 008 | 9 104 | (475) | 19 549 |
| Résultat d'exploitation | 234 | 318 | | 552 | 335 | 229 | | 564 | 253 | (1) | 1 368 |
| Résultat opérationnel | 177 | 285 | | 462 | 319 | 209 | | 528 | 219 | (53) | 1 156 |
| Résultat des sociétés mises en équivalence | 8 | 1 | | 9 | 4 | 2 | | 6 | 0 | 1 | 16 |
| Amortissements | 135 | 81 | | 216 | 156 | 75 | | 231 | 127 | 15 | 589 |
| Dépréciations d'actifs | 16 | 0 | | 16 | 0 | 2 | | 2 | 1 | 0 | 19 |
| Excédent brut d'exploitation | 369 | 399 | | 768 | 491 | 304 | | 795 | 380 | 14 | 1 957 |
| Investissements industriels | 102 | 74 | | 176 | 111 | 53 | | 164 | 69 | 19 | 428 |
| Autofinancement | | | | 502 | | | | 420 | 191 | 147 | 1 260 |

* La colonne "Autres" correspond à l'élimination des opérations intra-Groupe pour le chiffre d'affaires interne et à l'Activité Holding pour les autres rubriques.

3.3. Informations par zone géographique

Les données sectorielles des premiers semestres 2017 et 2016 par zone géographique sont les suivantes :

Premier semestre 2017

| (en millions d'euros) | France | Autres pays d'Europe Occidentale | Amérique du Nord | Pays émergents et Asie | Ventes internes | TOTAL |
|--|--------|----------------------------------|------------------|------------------------|-----------------|--------|
| Chiffre d'affaires et produits accessoires | 5 398 | 8 736 | 2 824 | 4 457 | (1 006) | 20 409 |
| Résultat d'exploitation | 133 | 521 | 334 | 477 | | 1 465 |
| Résultat opérationnel | 118 | 471 | 242 | 475 | | 1 306 |
| Excédent brut d'exploitation | 279 | 704 | 420 | 668 | | 2 071 |
| Investissements industriels | 90 | 118 | 65 | 154 | | 427 |
| Autofinancement | 111 | 545 | 253 | 498 | | 1 407 |

Premier semestre 2016

| (en millions d'euros) | France | Autres pays d'Europe Occidentale | Amérique du Nord | Pays émergents et Asie | Ventes internes | TOTAL |
|--|--------|----------------------------------|------------------|------------------------|-----------------|--------|
| Chiffre d'affaires et produits accessoires | 5 270 | 8 660 | 2 674 | 3 956 | (1 011) | 19 549 |
| Résultat d'exploitation | 124 | 513 | 310 | 421 | | 1 368 |
| Résultat opérationnel | 90 | 465 | 226 | 375 | | 1 156 |
| Excédent brut d'exploitation | 265 | 697 | 399 | 596 | | 1 957 |
| Investissements industriels | 81 | 108 | 81 | 158 | | 428 |
| Autofinancement | 89 | 505 | 211 | 455 | | 1 260 |

3.4. Indicateurs de performance

3.4.1. Excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation s'élève à 2 071 millions d'euros au premier semestre 2017 (1 957 millions d'euros au premier semestre 2016). Son calcul est le suivant :

| (en millions d'euros) | 1 ^{er} semestre 2017 | 1 ^{er} semestre 2016 |
|--|-------------------------------|-------------------------------|
| Résultat d'exploitation | 1 465 | 1 368 |
| Amortissements d'exploitation des immobilisations corporelles et incorporelles | 606 | 589 |
| Excédent brut d'exploitation | 2 071 | 1 957 |

3.4.2. Résultat net courant

Le résultat net courant s'élève à 751 millions d'euros au premier semestre 2017 (624 millions d'euros au premier semestre 2016). Rapporté au nombre moyen pondéré de titres en circulation au 30 juin (553 852 126 actions en 2017, 556 459 337 actions en 2016), il représente un bénéfice net courant par action de 1,36 euro au premier semestre 2017 contre 1,12 euro au premier semestre 2016.

L'écart entre le résultat net et le résultat net courant s'explique de la façon suivante :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 1 ^{er} semestre 2017 | 1 ^{er} semestre 2016 |
|---|----------------------------------|----------------------------------|
| Résultat net, part du Groupe | 754 | 596 |
| Déduction faite des éléments suivants : | | |
| Résultat de cession d'actifs | 7 | (9) |
| Dépréciations d'actifs et autres | (1) | (23) |
| Dotation/reprise provision pour litige concurrentiel et autres provisions non récurrentes | 2 | (7) |
| Impact des minoritaires | (2) | 2 |
| Impôts sur résultat de cession, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes | (3) | 9 |
| Résultat net courant, part du Groupe | 751 | 624 |

3.4.3. Autofinancement

L'autofinancement s'élève à 1 407 millions d'euros au premier semestre 2017 (1 260 millions d'euros au premier semestre 2016) et l'autofinancement hors impôts sur résultat de cession et provisions non récurrentes s'élève à 1 410 millions d'euros au premier semestre 2017 (1 251 millions d'euros au premier semestre 2016). Leur calcul est le suivant :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 1 ^{er} semestre 2017 | 1 ^{er} semestre 2016 |
|---|----------------------------------|----------------------------------|
| Résultat net, part du Groupe | 754 | 596 |
| Part des intérêts minoritaires dans le résultat net | 23 | 14 |
| Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, nette des dividendes reçus | (3) | (8) |
| Dotation aux amortissements et dépréciations d'actifs | 639 | 608 |
| Résultat de cession d'actifs | (7) | 9 |
| Dotation/reprise provision pour litige concurrentiel et autres provisions non récurrentes | (2) | 7 |
| Résultats latents liés aux variations de juste valeur et aux paiements en actions | 3 | 34 |
| Autofinancement | 1 407 | 1 260 |
| Impôts sur résultat de cession, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes | 3 | (9) |
| Autofinancement hors impôts sur résultat de cession et provisions non récurrentes | 1 410 | 1 251 |

3.5. Besoin en fonds de roulement

3.5.1. Stocks

Au 30 juin 2017 et 31 décembre 2016, les stocks se décomposent comme suit :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 30 juin 2017 | 31 déc 2016 |
|--|---------------------|--------------------|
| Valeur brute | | |
| Matières premières | 1 386 | 1 327 |
| En-cours de production | 350 | 318 |
| Produits finis | 4 894 | 4 678 |
| Valeur brute des stocks | 6 630 | 6 323 |
| Provisions pour dépréciation | | |
| Matières premières | (142) | (143) |
| En-cours de production | (11) | (11) |
| Produits finis | (289) | (294) |
| Provisions pour dépréciation des stocks | (442) | (448) |
| Valeur nette des stocks | 6 188 | 5 875 |

La valeur nette des stocks s'élève à 6 188 millions d'euros au 30 juin 2017 comparé à 5 875 millions d'euros au 31 décembre 2016. L'augmentation des stocks sur le premier semestre 2017 s'explique principalement par la saisonnalité des activités du Groupe. Pour mémoire, la valeur nette des stocks était de 5 964 millions d'euros au 30 juin 2016.

3.5.2. Créances et dettes d'exploitation et hors exploitation

a) Créances clients et autres créances

Les créances clients et les autres créances se décomposent de la manière suivante :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 30 juin 2017 | 31 déc 2016 |
|---|---------------------|--------------------|
| Valeur brute | 6 234 | 5 361 |
| Provisions pour dépréciation | (412) | (426) |
| Créances clients | 5 822 | 4 935 |
| Rabais et avances versées aux fournisseurs | 614 | 567 |
| Créances sociales | 37 | 24 |
| Créances fiscales d'exploitation (hors impôts sur les sociétés) | 357 | 348 |
| Créances diverses d'exploitation | 338 | 248 |
| Autres créances hors exploitation et provisions | 243 | 339 |
| Provisions pour dépréciation des autres créances d'exploitation | (5) | (11) |
| Autres créances | 1 584 | 1 515 |

La variation à la hausse de la valeur nette des créances clients au cours du premier semestre 2017 s'explique principalement par la saisonnalité des activités du Groupe. Pour mémoire, la valeur nette des créances clients était de 5 906 millions d'euros au 30 juin 2016.

b) Dettes fournisseurs et autres dettes

Les dettes fournisseurs et les autres dettes se décomposent de la manière suivante :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 30 juin 2017 | 31 déc 2016 |
|---|---------------------|--------------------|
| Dettes fournisseurs | 5 819 | 5 805 |
| Acomptes reçus des clients | 938 | 1 056 |
| Fournisseurs d'immobilisations | 129 | 277 |
| Subventions reçues | 84 | 88 |
| Dettes sociales | 1 112 | 1 178 |
| Dettes fiscales (hors impôt sur les sociétés) | 591 | 416 |
| Autres dettes d'exploitation | 558 | 521 |
| Autres dettes hors exploitation | 119 | 100 |
| Autres dettes | 3 531 | 3 636 |

3.5.3. Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement se compose des éléments suivants :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 30 juin 2017 | 31 déc 2016 |
|---|---------------------|--------------------|
| Valeur nette des stocks | 6 188 | 5 875 |
| Créances clients valeur nette | 5 822 | 4 935 |
| Autres créances d'exploitation | 1 341 | 1 176 |
| Autres créances hors exploitation | 243 | 339 |
| Autres créances | 1 584 | 1 515 |
| Créances d'impôts courants | 238 | 445 |
| Dettes fournisseurs | 5 819 | 5 805 |
| Autres dettes d'exploitation | 3 199 | 3 171 |
| Autres dettes hors exploitation | 332 | 465 |
| Autres dettes | 3 531 | 3 636 |
| Dettes d'impôts courants | 202 | 148 |
| Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (lié à l'activité) | 4 333 | 3 010 |
| Besoin en Fonds de Roulement Hors Exploitation (y compris créances et dettes d'impôts courants) | (53) | 171 |
| Besoin en Fonds de Roulement | 4 280 | 3 181 |

3.6. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

Au premier semestre 2017, les engagements en matière de location simple ne varient pas de manière significative et s'élèvent à 3 094 millions d'euros. Les engagements d'achats irrévocables augmentent de 277 millions d'euros notamment les engagements relatifs à l'énergie. Les actifs nantis représentent au 30 juin 2017 un montant de 269 millions d'euros contre 343 millions d'euros fin 2016 et ils concernent principalement des actifs immobilisés au Royaume-Uni.

NOTE 4 – CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL**4.1. Provisions pour retraites et avantages au personnel****4.1.1. Description des régimes à prestations définies**

Les principaux régimes à prestations définies du Groupe sont identiques à ceux mentionnés dans les comptes consolidés du 31 décembre 2016.

4.1.2. Hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements et des fonds de retraites**4.1.2.1. Hypothèses de taux**

Les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et d'augmentation de salaires tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du Groupe.

Les taux utilisés au premier semestre 2017 dans les pays où les engagements du Groupe sont les plus significatifs sont les suivants :

| <i>(en pourcentage)</i> | France | Zone euro | Royaume-Uni | Etats-Unis |
|-------------------------|--------|---------------|-------------|------------|
| Taux d'actualisation | 2,10% | 2,10% | 2,60% | 3,90% |
| Taux d'inflation | 1,50% | 1,40% à 1,55% | 2,30% | 2,50% |

Les taux utilisés en 2016 dans les pays où les engagements du Groupe sont les plus significatifs étaient les suivants :

| <i>(en pourcentage)</i> | France | Zone euro | Royaume-Uni | Etats-Unis |
|---|--------|---------------|-------------|------------|
| Taux d'actualisation | 1,80% | 1,80% | 2,60% | 4,10% |
| Pourcentage d'augmentation des salaires | 2,50% | 1,40% à 2,40% | 2,00%* | 3,00% |
| Taux d'inflation | 1,50% | 1,40% à 1,55% | 2,35% | 2,50% |

* Plafonnement des salaires de référence pour le calcul des droits.

Ces trois zones représentent la quasi-totalité de l'engagement et la révision des taux d'actualisation et du taux d'inflation a conduit à diminuer l'engagement, et par conséquent la provision, d'un montant de 81 millions d'euros.

Les calculs de sensibilité n'ont pas été réactualisés au 30 juin 2017 mais donneraient des résultats peu divergents des analyses figurant dans l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2016 (note 4 « Effectifs, charges et avantages au personnel »).

Les rendements dégagés sur la quasi-totalité des fonds sont de 364 millions d'euros soit 245 millions d'euros supérieurs aux taux de rendement prévisionnels entraînant une diminution de la provision du même montant.

4.1.3. Détail et évolution des engagements de retraites, d'indemnités de départ en retraites et de prévoyance des retraités

4.1.3.1. Valeur nette comptable des provisions

Les provisions pour engagements de retraites et autres engagements sociaux sont constituées par :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 30 juin 2017 | 31 déc 2016 |
|---|--------------|--------------|
| Engagements de retraites | 2 345 | 2 673 |
| Indemnités de fin de carrière | 348 | 355 |
| Prévoyance des retraités | 414 | 435 |
| Total des provisions pour engagements de retraites et prévoyance des retraités | 3 107 | 3 463 |
| Couverture médicale | 26 | 27 |
| Incapacité de longue durée | 19 | 20 |
| Autres avantages à long terme | 103 | 105 |
| Provisions pour retraites et avantages au personnel | 3 255 | 3 615 |

Les provisions pour l'ensemble des autres avantages à long terme s'élèvent à 148 millions d'euros au 30 juin 2017 (152 millions d'euros au 31 décembre 2016).

Le montant des engagements nets de retraites et prévoyance des retraités se décompose entre actif et passif de la manière suivante :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 30 juin 2017 | 31 déc 2016 |
|--|--------------|--------------|
| Engagements provisionnés - passif | 3 107 | 3 463 |
| Engagements financés d'avance - actif | (54) | (41) |
| Engagements nets de retraites et prévoyance des retraités | 3 053 | 3 422 |

4.1.3.2. Evolution des provisions pour retraites et prévoyance des retraités hors avantages annexes

L'évolution des provisions pour retraites et prévoyance hors avantages annexes est la suivante :

| <i>(en millions d'euros)</i> | Engagements nets de retraites et prévoyance des retraités |
|---|---|
| Au 1^{er} janvier 2017 | 3 422 |
| Variations | |
| Charges opérationnelles | 94 |
| Coût financier | 39 |
| Variation des écarts actuariels de la période * | (326) |
| Contributions aux fonds et prestations versées | (99) |
| Écarts de conversion | (77) |
| Total des variations de la période | (369) |
| Au 30 juin 2017 | 3 053 |

* L'impact sur les capitaux propres est une augmentation de 326 millions d'euros avant impôts (234 millions d'euros nets d'impôts).

4.2. Paiements en actions

4.2.1. Plan d'Épargne du Groupe (PEG)

Au cours du premier semestre 2017, le Groupe Saint-Gobain a mis en œuvre un nouveau plan d'épargne Groupe. Les modalités du plan 2017 sont identiques au plan 2016 et sont décrites dans la note 4 « Effectifs, charges et avantages au personnel » des comptes consolidés 2016.

Au premier semestre 2017, le Groupe a émis au titre du PEG 4 593 807 actions nouvelles (4 653 810 actions au premier semestre 2016) de quatre euros de nominal réservées à ses salariés, à un prix moyen de 36,72 euros (29,42 euros au premier semestre 2016) représentant une augmentation de capital de 168 millions d'euros (136 millions d'euros au premier semestre 2016) nette des frais y afférant.

Le montant enregistré en charge au premier semestre 2017 et au premier semestre 2016 est de zéro, compte tenu du coût d'inaccessibilité.

Le tableau ci-dessous présente les principales caractéristiques des plans classiques, les montants souscrits et les hypothèses de valorisation pour 2017 et 2016 :

| | Exercice 2017 | Exercice 2016 |
|--|---------------------------------------|---------------------------------------|
| Caractéristiques des plans | | |
| Date de l'Assemblée générale | 4 juin 2015 (dix-septième résolution) | 4 juin 2015 (dix-septième résolution) |
| Date de décision du Président-Directeur Général arrêtant le prix de souscription | 20 mars | 21 mars |
| Maturité des plans (en années) | 5 ou 10 | 5 ou 10 |
| Prix de référence (en euros) | 45,89 | 36,77 |
| Prix de souscription (en euros) | 36,72 | 29,42 |
| Décote faciale (en %) | 20,00% | 20,00% |
| Décote totale à la date de décision du Président-Directeur Général (en %) (a) | 21,25% | 21,94% |
| Montant souscrit par les salariés (en millions d'euros) | 168,7 | 136,9 |
| Nombre total d'actions souscrites | 4 593 807 | 4 653 810 |
| Hypothèses de valorisation (maturité 5 ans) | | |
| Taux de financement des salariés * | 4,80% | 5,00% |
| Taux d'intérêt sans risque | 0,19% | -0,15% |
| Taux de prêt ou d'emprunt des titres (repo) | 0,47% | 0,50% |
| Inaccessibilité pour le participant au marché (en %) (b) | 21,17% | 22,92% |
| Coût global pour le Groupe (en %) (a-b) | 0,08% | -0,98% |

* Une baisse de 0,5 point du taux de financement du salarié n'aurait pas d'incidence significative sur la charge IFRS2 de 2017.

4.2.2. Plans d'options sur actions

La Compagnie de Saint-Gobain met en œuvre des plans d'options sur actions réservés à certaines catégories de personnel. Sur le premier semestre 2017, aucune attribution n'a été réalisée. La charge IFRS 2 correspondant à l'amortissement des plans attribués antérieurement, s'élève à 1 million d'euros au premier semestre 2017 et 2016.

4.2.3. Attribution d'actions de performance et d'unités de performance

a) Plans d'attribution d'actions

Des plans d'attribution d'actions de performance ont été mis en œuvre à partir de 2009. Au cours du premier semestre 2017, aucun nouveau plan n'a été mis en œuvre.

Le montant enregistré en charges au premier semestre 2017 au titre de ces plans s'élève à 7 millions d'euros (4 millions d'euros au premier semestre 2016).

b) Plans d'attribution d'unités de performance

Des plans d'attribution d'unités de performance, assujettis à des conditions de présence et de performance, ont été mis en œuvre annuellement entre 2012 et 2015 au profit de certains cadres et dirigeants du Groupe en France. Lesdits plans ne donnent pas lieu à remise d'actions mais donnent à leurs bénéficiaires la possibilité de recevoir à long terme (période d'exercice comprise entre quatre années après la date d'attribution et dix années après cette date) une rémunération en numéraire dont le montant sera déterminé par référence au cours de bourse de l'action Saint-Gobain.

Aucun plan de rémunération à long terme sous la forme d'unités de performance n'a été mis en place au premier semestre 2017.

Le montant enregistré en charges au premier semestre 2017 au titre de ces plans s'élève à 12 millions d'euros (10 millions d'euros au premier semestre 2016).

NOTE 5 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les variations des écarts d'acquisition, des autres immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles du premier semestre 2017 sont analysées ci-dessous :

| <i>(en millions d'euros)</i> | Ecarts d'acquisition | Autres immobilisations incorporelles | Immobilisations corporelles | Total immobilisations incorporelles et corporelles |
|--|-------------------------|--|--------------------------------|---|
| Au 1^{er} janvier 2017 | | | | |
| Valeur brute | 12 160 | 4 560 | 31 928 | 48 648 |
| Amortissements et dépréciations cumulés | (1 491) | (1 898) | (20 274) | (23 663) |
| Valeur nette | 10 669 | 2 662 | 11 654 | 24 985 |
| Variations | | | | |
| Acquisitions | 0 | 52 | 427 | 479 |
| Cessions | 0 | 0 | (22) | (22) |
| Ecarts de conversion | (304) | (45) | (298) | (647) |
| Dotation aux amortissements et dépréciations | (33) | (49) | (557) | (639) |
| Evolution du périmètre et autres variations | 107 | 6 | 106 | 219 |
| Total des variations de la période | (230) | (36) | (344) | (610) |
| Au 30 juin 2017 | | | | |
| Valeur brute | 11 868 | 4 477 | 31 582 | 47 927 |
| Amortissements et dépréciations cumulés | (1 429) | (1 851) | (20 272) | (23 552) |
| Valeur nette | 10 439 | 2 626 | 11 310 | 24 375 |

5.1. Ecarts d'acquisition

Au premier semestre 2017, les évolutions du périmètre correspondent aux entrées de périmètre pour 107 millions d'euros. De plus, au premier semestre 2017 des dépréciations des écarts d'acquisition principalement de l'activité Vitrage aux Etats-Unis ont été constatées. Les écarts de conversion du premier semestre 2017 incluent principalement les incidences de la variation de change du dollar américain et de la livre sterling.

Au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016, les valeurs nettes des écarts d'acquisition par Pôle et Activité se répartissent comme suit :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 30 juin 2017 | 31 déc 2016 |
|-------------------------------|---------------|---------------|
| Vitrage | 206 | 240 |
| Matériaux Haute Performance | 1 575 | 1 679 |
| Produits Pour la Construction | 5 853 | 5 924 |
| Distribution Bâtiment | 2 805 | 2 826 |
| Total | 10 439 | 10 669 |

Les écarts d'acquisition se situent essentiellement dans le Pôle Produits Pour la Construction et concernent principalement les activités du Gypse (3 321 millions d'euros au 30 juin 2017) et des Mortiers Industriels (2 033 millions d'euros au 30 juin 2017) et dans les métiers du Pôle Distribution Bâtiment notamment au Royaume-Uni, en France et en Scandinavie.

5.2. Autres immobilisations incorporelles

La ventilation des marques non amortissables par Pôle figure dans les tableaux d'informations sectorielles en note 3 « Eléments courants de l'activité opérationnelle » de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2016.

5.3. Immobilisations corporelles

L'évolution du périmètre et autres variations de la période ne sont pas significatives.

5.4. Contrats de location-financement et locations simples

Au premier semestre 2017, les autres variations d'immobilisations corporelles comprennent un montant de 9 millions d'euros (10 millions d'euros au premier semestre 2016) correspondant aux nouveaux contrats de location-financement non inclus dans le tableau des flux de trésorerie conformément à la norme IAS 7. A la clôture de la période, le montant total des immobilisations en location-financement s'élève à 72 millions d'euros (71 millions d'euros au 31 décembre 2016).

5.5. Suivi de la valeur

5.5.1. Test de valeur des unités génératrices de trésorerie ou UGT

Au 30 juin 2017, les UGT n'ont pas fait l'objet de test de valeur car aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

Au 31 décembre 2016, une variation défavorable de +0,5% dans le taux d'actualisation pour toutes les UGT aurait engendré une dépréciation des actifs incorporels du Groupe d'environ 121 millions d'euros. Par ailleurs, l'impact d'une variation défavorable de -0,5% dans le taux de croissance annuel moyen des flux de trésorerie projetés à l'infini dans toutes les UGT aurait entraîné une dépréciation des actifs incorporels d'environ 83 millions d'euros. L'impact d'une variation défavorable de -1 point du taux de résultat d'exploitation pour toutes les UGT industrielles aurait engendré une dépréciation des actifs incorporels du Groupe d'environ 171 millions d'euros et la variation de -0,5 point du taux pour les activités de distribution aurait engendré une dépréciation de 48 millions d'euros.

| (en millions d'euros) | Incidence d'une variation | | | |
|-------------------------------|--|---------------------------------------|--|--|
| | de +0,5% sur le taux d'actualisation | de -0,5% sur le taux de croissance | de -1 point sur le taux de résultat d'exploitation | de -0,5 point sur le taux de résultat d'exploitation |
| Vitrage | (2) | 0 | (6) | |
| Matériaux Haute Performance | | | | |
| Produits Pour la Construction | (85) | (56) | (165) | |
| Distribution Bâtiment | (34) | (27) | | (48) |
| Total | (121) | (83) | (171) | (48) |

La ventilation des dépréciations d'actifs par Pôle des premiers semestres 2017 et 2016 est indiquée dans les tableaux d'informations sectorielles en note 3 « Eléments courants de l'activité opérationnelle ».

NOTE 6 – AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS, PASSIFS EVENTUELS ET LITIGES**6.1. Provisions pour autres passifs**

Le détail par nature et l'évolution des autres provisions et passifs courants et non courants sont les suivants :

| (en millions d'euros) | Provisions pour litiges | Provisions pour environnement | Provisions pour restructuration | Provisions pour charges de personnel | Provisions pour garantie clients | Provisions pour autres risques | Total des provisions pour autres passifs | Dettes sur investissements | Total |
|---|-------------------------|-------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|--|----------------------------|--------------|
| Au 1^{er} janvier 2017 | | | | | | | | | |
| Part courante | 125 | 36 | 52 | 29 | 122 | 60 | 424 | 12 | 436 |
| Part non courante | 475 | 122 | 47 | 76 | 111 | 221 | 1 052 | 190 | 1 242 |
| Total des provisions pour autres passifs et dettes sur investissements | 600 | 158 | 99 | 105 | 233 | 281 | 1 476 | 202 | 1 678 |
| Variations | | | | | | | | | |
| Dotations | 82 | 5 | 24 | 26 | 26 | 33 | 196 | | 196 |
| Reprises | (2) | (1) | (5) | (3) | (10) | (9) | (30) | | (30) |
| Utilisations | (57) | (5) | (29) | (10) | (25) | (35) | (161) | | (161) |
| Variations de périmètre | | | | | | 1 | 1 | | 1 |
| Autres (reclassements et écarts de conversion) | (44) | | (2) | (4) | (19) | 2 | (67) | (41) | (108) |
| Total des variations de la période | (21) | (1) | (12) | 9 | (28) | (8) | (61) | (41) | (102) |
| Au 30 juin 2017 | | | | | | | | | |
| Part courante | 121 | 36 | 44 | 27 | 106 | 75 | 409 | 10 | 419 |
| Part non courante | 458 | 121 | 43 | 87 | 99 | 198 | 1 006 | 151 | 1 157 |
| Total des provisions pour autres passifs et dettes sur investissements | 579 | 157 | 87 | 114 | 205 | 273 | 1 415 | 161 | 1 576 |

6.2. Passifs éventuels et litiges**6.2.1. Litiges relatifs à l'amiante****6.2.1.1. Litiges français relatifs à l'amiante**

a) Actions en reconnaissance de la faute inexcusable

En France, où les sociétés Everite et Saint-Gobain PAM ont exercé dans le passé des activités de fibre-ciment, quatre nouvelles actions individuelles émanant d'anciens salariés de ces sociétés, à raison des maladies professionnelles liées à l'amiante dont ils sont ou ont été atteints, ou de leurs ayants droit, sont venues s'ajouter au premier semestre 2017 à celles engagées depuis 1996. 809 actions au total au 30 juin 2017 ont été ainsi engagées depuis l'origine contre ces deux sociétés en vue d'obtenir une indemnisation complémentaire à la prise en charge par les Caisses d'assurance maladie des conséquences de ces maladies professionnelles.

Sur ces 809 procédures, 769 sont au 30 juin 2017 définitivement terminées tant sur le fond que sur le montant et la prise en charge des indemnisations. Dans ces dossiers, les juridictions ont toutes retenu la responsabilité de l'employeur au titre de la faute inexcusable.

Les indemnisations définitivement versées par Everite et Saint-Gobain PAM l'ont été pour un montant global d'environ 2,0 millions d'euros.

Concernant les 40 actions restant en cours contre Everite et Saint-Gobain PAM au 30 juin 2017, six sont terminées sur le fond ainsi que sur la fixation du montant des indemnisations, mais demeurent en cours quant à l'affectation de la charge financière des indemnisations.

Sur les 34 actions restantes, 31 sont, au 30 juin 2017, en cours sur le fond, à différents stades de la procédure : deux sont en cours de procédure administrative devant des Caisses d'assurance maladie, 29 sont pendantes devant des tribunaux des affaires de sécurité sociale ou des cours d'appel. Les trois dernières actions ont fait l'objet d'une radiation d'instance, les demandeurs pouvant en solliciter le rétablissement à tout moment pendant un délai de deux ans à compter de la décision prononçant la radiation.

Par ailleurs, 227 actions de même nature ont été au total au 30 juin 2017 engagées depuis l'origine par des salariés, anciens salariés ou leurs ayants droit, de 13 sociétés françaises du Groupe (hors actions engagées contre les sociétés ne faisant plus partie du Groupe) qui avaient notamment utilisé des équipements de protection en amiante destinés à les protéger de la chaleur des fours.

Au 30 juin 2017, 185 procédures étaient définitivement terminées, 107 d'entre elles s'étant soldées par des décisions ayant retenu la faute inexcusable de l'employeur.

Les indemnisations définitivement versées par ces sociétés l'ont été pour un montant global d'environ 4,1 millions d'euros.

S'agissant des 42 actions restant en cours au 30 juin 2017, deux en sont encore au stade de l'instruction par la Caisse d'assurance maladie, 34 sont en cours sur le fond dont 23 pendantes devant des tribunaux des affaires de sécurité sociale, 10 devant des cours d'appel et une devant la Cour de cassation. Par ailleurs deux actions sont terminées sur le fond mais en cours sur les indemnisations et/ou sur l'affectation de la charge financière des indemnisations, dont une devant un tribunal des affaires de sécurité sociale et une devant la Cour de cassation. Enfin les quatre actions restantes ont fait l'objet de radiation d'instance, les demandeurs pouvant en solliciter le rétablissement à tout moment pendant un délai de deux ans à compter de la décision prononçant la radiation.

b) Actions en réparation du préjudice d'anxiété

Par ailleurs, huit sociétés françaises du Groupe qui, pour six d'entre elles, exploitent ou ont exploité en France des établissements « classés amiante » font l'objet d'actions judiciaires en dommages-intérêts de nature différente des actions visées ci-dessus.

Par établissements « classés amiante », il faut entendre des établissements industriels, fermés ou en activité, qui ont dans le passé, soit fabriqué des matériaux contenant de l'amiante, soit utilisé des équipements de protection et d'isolation en amiante et qui sont inscrits par arrêté ministériel sur la liste des établissements ouvrant droit, pour les salariés y travaillant ou y ayant travaillé au bénéfice de l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (ACAATA).

Il s'agit d'actions, 822 au total au 30 juin 2017, engagées par des salariés ou anciens salariés non atteints de maladie professionnelle due à l'amiante, bénéficiaires ou non de l'ACAATA, en vue d'obtenir l'indemnisation d'un préjudice d'anxiété ayant pour origine leur prétendue exposition à l'amiante. Sur ces 822 procédures, 678 sont définitivement terminées. Trois demandeurs ont été totalement déboutés ; pour les 675 autres, dont l'exposition au risque a été reconnue, le montant global des indemnisations s'élève au 30 juin 2017 à 7,9 millions d'euros. Sur les 144 actions restantes, 17 sont en instance devant les cours d'appel compétentes, une est en instance devant le bureau de jugement du conseil de prud'hommes compétent et 116 ont fait l'objet d'une radiation d'instance, les demandeurs pouvant en solliciter le rétablissement à tout moment pendant un délai de deux ans à compter de la décision prononçant la radiation. Enfin, 6 actions ont été déclarées caduques par les conseils de prud'hommes compétents et quatre demandeurs se sont désistés de l'instance qu'ils avaient engagée.

Il est précisé que les chiffres ci-dessus n'incluent pas les actions engagées contre les sociétés ne faisant plus partie du Groupe.

6.2.1.2. Litiges américains relatifs à l'amiante

Aux Etats-Unis, plusieurs activités du Groupe qui ont dans le passé fabriqué des produits ayant contenu de l'amiante tels que des tuyaux en fibre-ciment, des produits de toiture ou des isolants spéciaux, font l'objet d'actions judiciaires en dommages-intérêts, le cas échéant en dommages punitifs, de personnes autres que leurs salariés ou anciens salariés à raison d'une exposition alléguée à ces produits sans que, dans de nombreux cas, ne soient démontrées ni une exposition spécifique à un ou plusieurs produits donnés, ni une maladie ou une incapacité physique particulière. La grande majorité de ces actions vise le plus souvent simultanément de très nombreuses autres entreprises extérieures au Groupe qui ont été fabricants, distributeurs, installateurs ou utilisateurs de produits ayant contenu de l'amiante.

Aux Etats-Unis, le nombre estimé de nouveaux litiges liés à l'amiante mettant en cause CertainTeed au cours du premier semestre 2017 s'élève à environ 1 600. En 12 mois glissants, le flux de nouvelles plaintes est en légère baisse à 3 100 environ à fin juin 2017 par rapport à fin décembre 2016 (3 200).

Environ 2 300 litiges ont fait l'objet d'une transaction durant les six premiers mois de l'exercice 2017, ce qui porte le stock de litiges en cours au 30 juin 2017 à environ 34 400, niveau en baisse par rapport au 31 décembre 2016 (35 100) et par rapport au 31 décembre 2015 (35 600).

Une provision complémentaire estimée de 49 millions de dollars est enregistrée dans les comptes consolidés au 30 juin 2017 pour faire face aux litiges mettant en cause CertainTeed. Comme chaque année depuis 2002, il sera procédé à une évaluation précise de la provision nécessaire pour la clôture des comptes annuels.

Le montant total des indemnités payées au titre des plaintes déposées contre CertainTeed, (correspondant pour partie à des litiges ayant fait l'objet d'une transaction avant le 30 juin 2016 mais pour lesquels les indemnités n'ont été versées qu'au cours des 12 derniers mois et pour partie à des litiges entièrement réglés et indemnisés au cours des 12 derniers mois), ainsi que des indemnités versées au cours des 12 derniers mois par les autres activités du Groupe aux Etats-Unis impliquées dans des actions judiciaires liées à l'amiante, s'est élevé à environ 71 millions de dollars (contre 97 millions de dollars pour l'année 2016).

6.2.1.3. Situation au Brésil

Au Brésil, les anciens salariés des sociétés du Groupe qui sont atteints de maladies professionnelles liées à l'amiante se voient proposer, selon les cas, soit une indemnité exclusivement pécuniaire, soit une assistance médicale à vie assortie d'une indemnité ; seul un petit nombre de contentieux d'anciens salariés ou de leurs ayants droit est en cours à fin juin 2017 à cet égard, et ils ne présentent pas à ce jour de risque significatif pour les filiales concernées.

6.2.2. Droit de la concurrence et procédures liées

6.2.2.1. Enquête de la Commission suisse de la concurrence dans le secteur de la distribution de matériels sanitaires

En novembre 2011, la Commission suisse de la concurrence a ouvert une enquête pour pratiques anticoncurrentielles dans le secteur de la distribution de matériels sanitaires. En mai 2014, le secrétariat de la Commission a adressé une notification de griefs à Sanitas Troesch ainsi qu'à d'autres grossistes du secteur arguant que Sanitas Troesch et certains de ses concurrents se seraient notamment concertés en 2005 et en 2012 sur une baisse des prix « bruts » (« *gross prices* »).

L'amende totale prononcée à l'encontre de toutes les sociétés concernées est de 80 millions de francs suisses. Pour Sanitas Troesch, elle s'élève à 28,5 millions de francs suisses. Sanitas Troesch a fait appel de cette décision le 2 mai 2016. Sanitas Troesch réfute toujours fermement les griefs avancés ; une provision pour litiges a néanmoins été passée au 31 décembre 2015 pour un montant équivalent au montant de l'amende, montant inchangé au 30 juin 2017.

6.2.2.2. Enquête de l'Autorité de la concurrence française dans le secteur des produits d'isolation thermique des bâtiments

Le 6 août 2014, la société Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain (en tant que société-mère du Groupe Saint-Gobain) ont reçu une notification de griefs de la part de l'Autorité de la concurrence française. Le seul grief reproché est d'avoir échangé, entre 2002 et 2007, des informations prétendues stratégiques et confidentielles relatives à une demande de certification déposée par Actis pour un de ses produits et relatives à un contentieux devant le tribunal de commerce de Versailles, opposant Actis au Syndicat des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées (FILMM), dont Saint-Gobain Isover est membre.

Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain contestent ce grief. L'audience s'est tenue le 11 mai 2016. La décision finale de l'Autorité de la concurrence a été reportée à une date ultérieure, non connue à ce jour.

Sur le plan civil, en mars 2013, la société Actis a assigné Saint-Gobain Isover, le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment et le FILMM devant le tribunal de grande instance de Paris pour les conséquences dommageables des faits faisant l'objet de l'enquête de l'Autorité de la concurrence. Par ordonnance en date du 16 décembre 2014, le juge de la mise en état a prononcé un sursis à statuer dans l'attente de la décision de l'Autorité de la concurrence.

6.2.2.3. Enquête de l'Autorité de la concurrence américaine dans le secteur de la plaque de plâtre aux Etats-Unis

En juillet 2015, la division Concurrence du « *Department of Justice* » américain a ouvert une enquête pénale pour de prétendus comportements anticoncurrentiels, notamment entente sur les prix, dans le secteur de la plaque de plâtre aux États-Unis, enquête faisant suite à des plaintes déposées fin 2012 sous forme d'actions de groupe devant les juridictions civiles contre huit industriels du secteur, dont CertainTeed, par certains de leurs clients.

Sur la base des témoignages et documents remis dans le cadre des procédures civiles, CertainTeed et ses avocats n'ont identifié aucun élément susceptible d'engager la responsabilité de CertainTeed et ont déposé en conséquence une « *motion for summary judgement* » en mai 2015 afin de mettre fin aux procédures civiles. Cette demande a été admise le 18 février 2016 par le tribunal compétent. Un appel contre cette décision reste possible.

6.2.3. Litiges environnementaux

6.2.3.1. Procédures PFOA aux Etats-Unis

Des teneurs en PFOA (acide perfluoro-octanoïque) supérieures à celles recommandées par l'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) et des agences locales de santé américaines ont été détectées dans les réseaux d'eau des localités et les puits privés proches des sites de SG PPL à Hoosick Falls (État de New York), à Merrimack (New Hampshire) et de deux anciens sites à North Bennington (Vermont) aux États-Unis. Le PFOA et le PTFE (polytétrafluoroéthylène) n'ont jamais été produits sur ces sites. SG PPL utilise le PTFE comme matière première qu'elle acquiert auprès de fournisseurs tiers ; le PTFE contenait par le passé des traces de PFOA.

De manière volontaire, SG PPL a fourni de l'eau potable en bouteille aux habitants de ces trois localités, a installé des systèmes de purification aux points de sortie d'eau pour les habitants et entreprises des localités de Hoosick Falls et North Bennington, et a installé des systèmes de filtration de carbone sur le réseau d'eau de Hoosick Falls. En outre, SG PPL s'est engagé de manière volontaire à financer le raccordement au réseau d'eau de certains habitants des localités de Merrimack et de Bennington. Des analyses sont en cours et la responsabilité de SG PPL en matière de dépollution et de mise en place de systèmes de purification d'eau sur ces sites n'a pas encore été établie. Une telle responsabilité, si elle était établie, pourrait être en partie partagée avec d'autres parties prenantes s'agissant notamment du site de Hoosick Falls.

Des actions en réparation de préjudices économiques et de santé en lien avec le PFOA ont été intentées devant les juridictions civiles des états de New York, du New Hampshire et du Vermont, sous forme, pour certaines, d'actions de groupe. Il est difficile de prévoir l'issue de telles actions ni leur délai, tout comme de savoir si d'autres actions seront intentées contre SG PPL.

Le montant de la provision enregistrée dans les comptes au 30 juin 2017 à ce titre s'élève à 35 millions d'euros.

6.2.4. Autres passifs éventuels

6.2.4.1. Incendie de la tour Grenfell au Royaume-Uni

Lors de la rénovation de la tour Grenfell en 2015, Celotex a vendu par l'intermédiaire de distributeurs, un produit d'isolation destiné à être utilisé comme composant d'un système de façade ventilée à éléments multiples.

A la suite de l'incendie de la tour Grenfell survenu le 14 juin 2017, des enquêtes sont en cours et, dans ce cadre, Celotex ainsi que plus d'une soixantaine d'autres sociétés ou organismes est entendue par les autorités anglaises.

6.2.5. Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2017 sont ceux décrits à la section 1 « Facteurs de risques » du chapitre 7 du document de référence 2016 du 15 mars 2017 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.17-0171 (le « Document de Référence 2016 »). Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces facteurs de risques au cours du premier semestre 2017.

NOTE 7 – FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS**7.1. Résultat financier**

Le résultat financier des premiers semestres 2017 et 2016 comprend :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 1^{er} semestre 2017 | 1^{er} semestre 2016 |
|---|---|---|
| Coût de l'endettement financier brut | (154) | (197) |
| Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | 11 | 10 |
| Coût de l'endettement financier net | (143) | (187) |
| Coût financier des retraites | (168) | (196) |
| Rendement des fonds | 127 | 142 |
| Coût financier des retraites net | (41) | (54) |
| Autres charges financières | (57) | (55) |
| Autres produits financiers | 10 | 9 |
| Autres produits et charges financiers | (47) | (46) |
| Résultat financier | (231) | (287) |

7.2. Endettement net**7.2.1. Emprunts et dettes financières**

Les dettes long terme et court terme du Groupe se décomposent comme suit :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 30 juin 2017 | 31 décembre 2016 |
|---|---------------------|-----------------------------|
| Emissions obligataires | 7 487 | 6 089 |
| Emprunt perpétuel et titres participatifs | 203 | 203 |
| Titrisation long terme | 350 | 350 |
| Autres passifs financiers à long terme | 336 | 317 |
| Partie long terme des dettes financières | 8 376 | 6 959 |
| Partie court terme des dettes financières | 386 | 1 835 |
| Programmes court terme (<i>NEU CP, US CP, Euro CP</i>) | 200 | 0 |
| Titrisation court terme | 285 | 173 |
| Concours bancaires et autres passifs financiers à court terme | 404 | 415 |
| Emprunts à moins d'un an et banques créditrices | 889 | 588 |
| Total dette brute | 9 651 | 9 382 |
| Disponibilités sur comptes bancaires | (1 372) | (1 529) |
| Portefeuille OPCVM et valeurs assimilées | (1 463) | (2 209) |
| Disponibilités et équivalents de trésorerie | (2 835) | (3 738) |
| Total endettement net | 6 816 | 5 644 |

La juste valeur des dettes brutes à long terme (parts à long et court terme) gérées par la Compagnie de Saint-Gobain s'élève à 8,5 milliards d'euros au 30 juin 2017 (pour une valeur comptable enregistrée de 7,8 milliards d'euros). La juste valeur des emprunts obligataires correspond à la dernière cotation du marché. Pour les autres emprunts, la valeur de remboursement a été retenue.

7.2.2. Échéancier de la dette brute

L'échéancier de la dette brute du Groupe au 30 juin 2017 se décompose comme suit :

| (en millions d'euros) | Devise | Moins d'1 an | De 1 à 5 ans | Au-delà de 5 ans | Total |
|---|----------------|--------------|--------------|------------------|--------------|
| Emissions Obligataires | EUR | 0 | 4 316 | 2 550 | 6 866 |
| | GBP | 0 | 0 | 621 | 621 |
| | NOK | 78 | 0 | 0 | 78 |
| Emprunt perpétuel et titres participatifs | EUR | 0 | 0 | 203 | 203 |
| Titrisation long terme | EUR | 150 | 350 | 0 | 500 |
| Autres passifs financiers à long terme | Toutes devises | 44 | 124 | 212 | 380 |
| Intérêts courus dette long terme | Toutes devises | 114 | 0 | 0 | 114 |
| Total dette long terme | | 386 | 4 790 | 3 586 | 8 762 |
| Total dette court terme | Toutes devises | 889 | | | 889 |
| Total dette brute | | 1 275 | 4 790 | 3 586 | 9 651 |

7.2.3. Emprunts obligataires

La Compagnie de Saint-Gobain a émis :

- le 17 mars 2017, un emprunt obligataire de 750 millions d'euros avec un coupon de 1% à échéance 17 mars 2025 ;
- le 14 juin 2017, un emprunt obligataire de 750 millions d'euros avec un coupon de 1,375% à échéance 14 juin 2027.

Ces émissions, utilisées pour le refinancement de la dette existante du Groupe, permettent à Saint-Gobain de combiner allongement de la maturité moyenne de sa dette et optimisation de son coût de financement moyen.

La Compagnie de Saint-Gobain a remboursé les emprunts suivants arrivés à maturité :

- le 13 janvier 2017, un placement privé de 5 milliards de Yen avec un coupon de 1,903% ;
- le 11 avril 2017, un emprunt obligataire de 1 250 millions d'euros avec un coupon de 4,75% ;
- le 29 juin 2017, un placement privé de 200 millions d'euros avec un coupon de 6%.

7.2.4. Emprunt perpétuel

En 1985, la Compagnie de Saint-Gobain a émis 25 000 titres perpétuels, de 5 000 écus de nominal, aujourd'hui de 5 000 euros.

Au cours du temps, le Groupe a racheté et annulé 18 496 titres. Le nombre de titres en circulation au 30 juin 2017 est donc de 6 504 pour un montant nominal de 33 millions d'euros.

La rémunération de ces titres est à taux variable (moyenne des taux interbancaires offerts par cinq banques de référence pour des dépôts en euro à six mois).

Ces titres ne sont pas remboursables et leur rémunération est assimilée à des frais financiers.

7.2.5. Titres participatifs

En juin 1983, la Compagnie de Saint-Gobain a émis 1 288 299 titres participatifs de 1 000 francs de nominal, maintenant fixé à 152,45 euros depuis la conversion en euros intervenue en 1999.

Une partie de ces titres a été rachetée au cours du temps ; le nombre de titres encore en circulation au 30 juin 2017 s'élève à 606 883, soit un montant nominal de 92,5 millions d'euros.

La rémunération de ces titres participatifs est comprise entre 75% et 125% du TMO, en fonction des résultats consolidés du Groupe Saint-Gobain.

En avril 1984, la Compagnie de Saint-Gobain a également émis 194 633 titres participatifs de 1 000 écus de nominal, aujourd'hui de 1 000 euros.

Une partie de ces titres a été rachetée au cours du temps ; le nombre de titres encore en circulation au 30 juin 2017 s'élève à 77 516, soit un montant nominal de 77,5 millions d'euros.

La rémunération de ces titres participatifs est composée d'une part d'une partie fixe applicable à 60% du montant nominal du titre et rémunérée à 7,5% l'an, et d'autre part d'une partie variable applicable à 40% du montant nominal du titre, liée au bénéfice net consolidé de l'exercice précédent et au taux de référence Libor EUR 6 mois +7/8%.

L'ensemble de ces titres participatifs n'est pas remboursable et leur rémunération est assimilée à des frais financiers.

7.2.6. Programmes de financement

Le Groupe dispose de programmes de financement à moyen et long terme (*Medium Term Notes*) et à court terme (*Commercial Paper*).

La situation de ces programmes s'établit comme suit :

| <i>(en millions d'euros)</i> | Tirages autorisés | Limites autorisées au 30 juin 2017 | Encours au 30 juin 2017 | Encours au 31 décembre 2016 |
|------------------------------|----------------------|--|----------------------------|-----------------------------------|
| <i>Medium Term Notes</i> | | 15 000 | 7 776 | 7 777 |
| <i>NEU CP</i> | jusqu'à 12 mois | 3 000 | 200 | 0 |
| <i>US Commercial Paper</i> | jusqu'à 12 mois | 876 * | 0 | 0 |
| <i>Euro Commercial Paper</i> | jusqu'à 12 mois | 876 * | 0 | 0 |

* Équivalent à 1 000 millions d'USD sur la base du taux de change au 30 juin 2017.

Conformément aux usages du marché, les tirages de *NEU CP*, d'*US Commercial Paper* et d'*Euro Commercial Paper* sont généralement effectués pour une durée allant de un à six mois. Compte tenu de leur renouvellement fréquent, ils sont classés dans la dette à taux variable.

7.2.7. Lignes de crédit syndiquées

La Compagnie de Saint-Gobain dispose de lignes de crédit sous forme de crédits syndiqués, dont l'objet principal est de constituer une source de financement sécurisée pour le Groupe Saint-Gobain (y compris le support éventuel de ses programmes de financement à court terme : *NEU CP*, *US Commercial Paper* et *Euro Commercial Paper* :

- Un premier crédit syndiqué de 1,5 milliard d'euros à échéance décembre 2017 a été conclu en décembre 2012. Ce crédit syndiqué a été renégocié en décembre 2013 et prorogé jusqu'en décembre 2018 ;
- Un second crédit syndiqué de 2,5 milliards d'euros à échéance décembre 2018 comprenant deux options d'extension d'un an supplémentaire chacune, a été conclu en décembre 2013. Après exercice des deux options d'extension en décembre 2014 et décembre 2015, ce crédit syndiqué a été prorogé de deux années supplémentaires, portant sa maturité à décembre 2020.

Au niveau actuel de note de la dette à long terme du Groupe Saint-Gobain, ces deux crédits syndiqués ne comportent pas de ratio financier.

Au 30 juin 2017, aucune de ces deux lignes de crédit n'est utilisée.

7.2.8. Titrisation de créances commerciales

Le Groupe dispose de deux programmes de titrisation de créances commerciales, l'un par l'intermédiaire de sa filiale française GIE Point.P Finances, l'autre par l'intermédiaire de sa filiale américaine Saint-Gobain Receivables Corporation.

Le programme français a été renouvelé le 10 novembre 2016 pour un montant maximal de 500 millions d'euros. Il s'élève à 500 millions d'euros au 30 juin 2017 comme au 31 décembre 2016. Sur la base de fluctuations saisonnières historiques des créances à céder et des caractéristiques du contrat, 350 millions d'euros ont été classés en part à long terme et le solde est classé en part à court terme.

Le programme américain a été renouvelé le 21 octobre 2015 pour un montant maximal de 350 millions de dollars. Sa contrevaieur s'élève à 285 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 173 millions d'euros au 31 décembre 2016.

7.2.9. Dettes garanties par des actifs

Une partie des dettes, pour un montant de 24 millions d'euros au 30 juin 2017, est garantie par des actifs immobilisés (hypothèques et nantissements de titres).

7.3. Instruments financiers

Les principaux instruments dérivés utilisés par le Groupe sont les suivants :

| (en millions d'euros) | Juste valeur | | | | Nominal réparti par échéance | | | |
|--|---------------|----------------|--------------|------------------|------------------------------|--------------|------------------|--------------|
| | Dérivés Actif | Dérivés Passif | 30 juin 2017 | 31 décembre 2016 | Moins d'1 an | De 1 à 5 ans | Au-delà de 5 ans | 30 juin 2017 |
| Couverture de juste valeur | | | 0 | 0 | | | | 0 |
| Couverture de flux futurs | | | | | | | | |
| Change | 191 | (6) | 185 | 231 | 292 | 2 447 | 0 | 2 739 |
| Taux | 0 | (69) | (69) | (70) | 0 | 0 | 379 | 379 |
| Energie et matières premières | 1 | 0 | 1 | 5 | 21 | 3 | 0 | 24 |
| Autres risques [*] | 17 | 0 | 17 | 13 | 0 | 11 | 75 | 86 |
| Couverture de flux futurs - total | 209 | (75) | 134 | 179 | 313 | 2 461 | 454 | 3 228 |
| Dérivés non qualifiés conclus principalement par la Compagnie de Saint-Gobain | | | | | | | | |
| Change | 9 | (9) | 0 | (5) | 1 906 | 28 | 0 | 1 934 |
| Taux | | | 0 | 0 | | | | 0 |
| Energie et matières premières | | | 0 | 0 | | | | 0 |
| Dérivés non qualifiés - total | 9 | (9) | 0 | (5) | 1 906 | 28 | 0 | 1 934 |
| Total | 218 | (84) | 134 | 174 | 2 219 | 2 489 | 454 | 5 162 |

* Les autres risques sont des dérivés sur actions qui permettent de couvrir le risque de variation du cours de l'action Saint-Gobain concernant le plan de rémunération à long terme sous la forme d'attribution d'unités de performance.

7.3.1. Risque de crédit des instruments dérivés

La valorisation du risque de crédit des instruments dérivés est calculée selon la norme IFRS 13 à partir des probabilités de défaut historiques issues des calculs d'une agence de notation de premier plan et d'un taux de recouvrement. Au 30 juin 2017, cette valorisation n'est pas significative.

7.3.2. Impact en capitaux propres des instruments financiers qualifiés en couverture de flux futurs

Au 30 juin 2017, la réserve IFRS de couverture des flux futurs (« *cash flow hedge reserve* » consolidée) représente un solde créditeur de 152 millions d'euros composé principalement :

- d'un montant créditeur de 179 millions d'euros correspondant à la variation de valeur des couvertures de *swap* de change qualifiées en couverture de flux futurs concernant l'achat du contrôle de Sika ;
- d'un montant débiteur de 30 millions d'euros relatif aux *Cross Currency Swaps* qualifiés en couverture de flux futurs permettant la conversion en euro d'un emprunt obligataire.

Les dérivés qualifiés en couverture de flux futurs ne présentent pas d'inefficacité significative.

Au 30 juin 2017, la couverture de flux futurs concernant l'achat du contrôle de Sika a été valorisée 179 millions d'euros sur la base d'un cours de change spot d'un euro égal à 1,093 franc suisse.

7.3.3. Impact en résultat des instruments financiers non qualifiés en couverture de flux futurs

La juste valeur des instruments dérivés qui sont classés dans la catégorie « Actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat » est non significative au 30 juin 2017 (négative de 5 millions d'euros au 31 décembre 2016).

7.3.4. Structure de la dette du Groupe

La moyenne pondérée des taux d'intérêts de la dette brute totale, aux normes IFRS et après gestion (*Swaps* de change, *swaps* de taux et *Cross Currency Swaps*), s'établit à 2,7% au 30 juin 2017 contre 3,4% au 31 décembre 2016.

Le tableau ci-après présente la répartition par type de taux (fixe ou variable) de la dette brute du Groupe au 30 juin 2017 après gestion par des *swaps* de taux, des *swaps* de change et des *Cross Currency Swaps*.

| (en millions d'euros) | Dette brute après gestion | | |
|--|---------------------------|--------------|--------------|
| | Variable | Fixe | Total |
| EUR | 886 | 7 264 | 8 150 |
| Autres devises | 862 | 444 | 1 306 |
| Total | 1 748 | 7 708 | 9 456 |
| (en pourcentage) | 18% | 82% | 100% |
| Intérêts courus et autres passifs financiers | | | 195 |
| Total dette brute | | | 9 651 |

7.4. Actifs et passifs financiers

La synthèse des actifs et passifs financiers selon la norme IFRS 7 est la suivante :

Au 30 juin 2017 :

| (en millions d'euros) | Instruments financiers à la juste valeur | | | | Autres instruments financiers | | | Instruments financiers à la juste valeur selon les hiérarchies IFRS 7 | | | Total des instruments financiers évalués à la juste valeur | | |
|--|---|-------------------------------------|---------------------------------|---|--|-------------------------------|-------------------|---|----------------------------------|---------------------|--|---------------------|---------------------|
| | Rubriques au bilan et classes d'instruments | Instruments financiers par résultat | Dérivés qualifiés de couverture | Actifs et passifs évalués à la juste valeur (option JV) | Total des instruments financiers évalués à la juste valeur | Actifs disponibles à la vente | Prêts et créances | Passifs au coût amorti | Total des instruments financiers | Données de niveau 1 | | Données de niveau 2 | Données de niveau 3 |
| Créances clients et autres créances (3) | | | | 0 | 0 | | 7 195 | | 7 195 | | | | 0 |
| Prêts, dépôts et cautions | | | | 0 | 0 | | 568 | | 568 | | | | 0 |
| Titres disponibles à la vente et autres titres | | | | 0 | 0 | 122 | | | 122 | | | | 0 |
| Instruments dérivés actifs | | 9 | 209 | 218 | 218 | | | | 218 | | 218 | | 218 |
| Disponibilités et équivalents de trésorerie | | | | 2 835 | 2 835 | | | | 2 835 | 1 463 | 1 372 | | 2 835 |
| Total actif | 9 | 209 | 2 835 | 3 053 | 3 053 | 122 | 7 763 | 0 | 10 938 | 1 463 | 1 590 | 0 | 3 053 |
| Dettes fournisseurs et autres dettes (3) | | | | 0 | 0 | | | (9 343) | (9 343) | | | | 0 |
| Dettes financières long terme et court terme | | | | 0 | 0 | | | (9 581) | (9 581) | | | | 0 |
| Instruments dérivés passifs | | (9) | (75) | (84) | (84) | | | | (84) | | (84) | | (84) |
| Total passif | (9) | (75) | 0 | (84) | (84) | 0 | 0 | (18 924) | (19 008) | 0 | (84) | 0 | (84) |
| Total | 0 | 134 | 2 835 | 2 969 | 2 969 | 122 | 7 763 | (18 924) | (8 070) | 1 463 | 1 506 | 0 | 2 969 |

Au 31 décembre 2016 :

| (en millions d'euros) | Instruments financiers à la juste valeur | | | | Autres instruments financiers | | | Instruments financiers à la juste valeur selon les hiérarchies IFRS 7 | | | Total des instruments financiers évalués à la juste valeur | | |
|--|---|-------------------------------------|---------------------------------|---|--|-------------------------------|-------------------|---|----------------------------------|---------------------|--|---------------------|---------------------|
| | Rubriques au bilan et classes d'instruments | Instruments financiers par résultat | Dérivés qualifiés de couverture | Actifs et passifs évalués à la juste valeur (option JV) | Total des instruments financiers évalués à la juste valeur | Actifs disponibles à la vente | Prêts et créances | Passifs au coût amorti | Total des instruments financiers | Données de niveau 1 | | Données de niveau 2 | Données de niveau 3 |
| Créances clients et autres créances (3) | | | | 0 | 0 | | 6 193 | | 6 193 | | | | 0 |
| Prêts, dépôts et cautions | | | | 0 | 0 | | 521 | | 521 | | | | 0 |
| Titres disponibles à la vente et autres titres | | | | 0 | 0 | 148 | | | 148 | | | | 0 |
| Instruments dérivés actifs | | 5 | 256 | 261 | 261 | | | | 261 | | 261 | | 261 |
| Disponibilités et équivalents de trésorerie | | | | 3 738 | 3 738 | | | | 3 738 | 2 209 | 1 529 | | 3 738 |
| Total actif | 5 | 256 | 3 738 | 3 999 | 3 999 | 148 | 6 714 | 0 | 10 861 | 2 209 | 1 790 | 0 | 3 999 |
| Dettes fournisseurs et autres dettes (3) | | | | 0 | 0 | | | (9 433) | (9 433) | | | | 0 |
| Dettes financières long terme et court terme | | | | 0 | 0 | | | (9 307) | (9 307) | | | | 0 |
| Instruments dérivés passifs | | (10) | (77) | (87) | (87) | | | | (87) | | (87) | | (87) |
| Total passif | (10) | (77) | 0 | (87) | (87) | 0 | 0 | (18 740) | (18 827) | 0 | (87) | 0 | (87) |
| Total | (5) | 179 | 3 738 | 3 912 | 3 912 | 148 | 6 714 | (18 740) | (7 966) | 2 209 | 1 703 | 0 | 3 912 |

NOTE 8 – CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION**8.1. Capitaux propres****8.1.1. Capital**

Au 30 juin 2017, le nombre d'actions composant le capital social de la Compagnie de Saint-Gobain est de 559 874 165 actions au nominal de 4 euros (555 280 358 actions au 31 décembre 2016).

8.1.2. Dividendes

L'Assemblée Générale, réunie le 8 juin 2017, a approuvé le dividende proposé au titre de l'exercice 2016, soit 1,26 euro par action.

8.2. Résultat par action

Le calcul du résultat de base et dilué par action se détaille comme suit :

| | 1 ^{er} semestre 2017 | | 1 ^{er} semestre 2016 | |
|---|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
| | De base | Dilué | De base | Dilué |
| Résultat (en millions d'euros) | | | | |
| Résultat net, part du Groupe | 754 | 754 | 596 | 596 |
| Nombre d'actions | | | | |
| Nombre moyen pondéré de titres en circulation | 553 852 126 | | 556 459 337 | |
| Nombre moyen pondéré et dilué de titres | | 556 969 463 | | 558 802 960 |
| Résultat par action (en euros) | | | | |
| Résultat net, part du Groupe par action | 1,36 | 1,35 | 1,07 | 1,07 |

Le nombre moyen pondéré et dilué de titres est calculé à partir du nombre moyen pondéré de titres en circulation en tenant compte de tous les effets de la conversion des instruments dilutifs existants, c'est-à-dire des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions soit 959 938 titres et des plans d'attribution d'actions de performance soit 2 157 399 titres au 30 juin 2017.

NOTE 9 – IMPOTS**9.1. Impôts sur les résultats**

Le résultat net des sociétés intégrées avant impôt sur les résultats est le suivant :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 1^{er} semestre 2017 | 1^{er} semestre 2016 |
|--|---|---|
| Résultat net de l'ensemble consolidé | 777 | 610 |
| moins : | | |
| Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence | 17 | 16 |
| Impôts sur les résultats | (297) | (261) |
| Résultat des sociétés intégrées avant impôt sur les résultats | 1 057 | 855 |

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôt comptabilisée est déterminée par référence au taux effectif d'impôt projeté en fin d'année retraité des éléments ponctuels du semestre.

La réconciliation entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt réelle a été effectuée sur la base d'un taux d'imposition de 34,43% au premier semestre 2017 et 2016 et s'analyse de la façon suivante :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 1^{er} semestre 2017 | 1^{er} semestre 2016 |
|--|---|---|
| Impôt théorique au taux français | (285) | (228) |
| Dépréciations d'actif, plus ou moins-values et provision concurrentielle | (2) | (2) |
| Non reconnaissance d'impôts différés actifs | (6) | (8) |
| Report variable | 0 | (1) |
| Crédit d'Impôt Recherche (CIR), Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) et Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) | 4 | 0 |
| Coûts relatifs aux dividendes | (21) | (21) |
| Autres impôts et reprises provisions | 13 | (1) |
| Charge totale d'impôt sur les résultats | (297) | (261) |

9.2. Impôts différés

Au bilan, la variation du montant net des impôts différés actifs et passifs s'explique de la manière suivante :

| <i>(en millions d'euros)</i> | Impôts différés actifs/(passifs) nets |
|---|--|
| Situation au 1^{er} janvier 2017 | 825 |
| (Charges)/produits d'impôts différés | (16) |
| Variation des impôts différés relatifs aux écarts actuariels IAS 19 | (92) |
| Écarts de conversion | (33) |
| Incidence de la variation du périmètre de consolidation et divers | 13 |
| Situation au 30 juin 2017 | 697 |

NOTE 10 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017)

PricewaterhouseCoopers Audit
Crystal Park
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG Audit
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017)

Aux Actionnaires
Compagnie de Saint-Gobain
Les Miroirs
18, avenue d'Alsace
92400 La Défense Cedex

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Compagnie de Saint-Gobain, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 27 juillet 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Edouard Sattler



Cécile Saint-Martin



Jean-Paul Thill



Bertrand Pruvost



**ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES
DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2017**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2017 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Compagnie de Saint-Gobain et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Courbevoie, le 27 juillet 2017

Pierre-André de Chalendar
Président Directeur Général
Compagnie de Saint-Gobain

Guillaume Texier
Directeur financier
Compagnie de Saint-Gobain